

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	3
Hannah ARENDT (1906-1975)	4
Philippe ARIES (1914-1984)	5
Christian BACHMANN (1943-1997)	6
Roland BARTHES (1915 - 1980)	7
Bruno BETTELHEIM (1903-1990)	8
William Henry BEVERIDGE (1879-1963).....	9
Pierre BOURDIEU (1930-2002)	10
Fernand BRAUDEL (1902-1985).....	11
Paul-Henry CHOMBART DE LAUWE (1913-1998).....	12
Michel CROZIER (né en 1922)	13
Jacques DELORS (né en 1925)	14
Françoise DOLTO (1908-1988)	15
Léon DUGUIT (1859 -1928)	16
Emile DURKHEIM (1858-1917)	17
Albert EINSTEIN (1879-1955)	18
Norbert ELIAS (1887-1990)	19
Frantz FANON (1925-1961).....	20
Michel FOUCAULT (1926-1984).....	21
Joseph Marie de GERANDO (1772 - 1842)	22
Bronislaw GEREMEK (né en 1932).....	23
Maurice HALBWACHS (1877-1945)	24
Friedrich A. HAYEK (1899-1992).....	25
Martin HEIDEGGER (1889-1976)	26
Thomas HOBBS (1588-1679)	27
Ivan ILLICH (1926 - 2002)	28
Hans JONAS (1903-1993).....	29
Bertrand de JOUVENEL (1903-1987).....	30
Emmanuel KANT (1724-1804).....	31
Lord John Maynard KEYNES (1883-1946).....	32
Pierre LAROQUE (1907-1997)	33

Charles-Edouard Jeanneret dit LE CORBUSIER (1887-1965).....	34
Primo LEVI (1919-1987).....	35
Claude LEVI-STRAUSS (né en 1908).....	36
Thomas Robert MALTHUS (1766-1834).....	37
Karl MARX (1818-1883).....	38
Marcel MAUSS (1872-1950).....	39
Jean PIAGET (1896-1980).....	40
Michael POLLAK (1948-1992).....	41
John RAWLS (1921-2002).....	42
Jean-Jacques ROUSSEAU (1712-1778).....	43
Alfred SAUVY (1898-1990).....	44
Joseph Alois SCHUMPETER (1883-1950).....	45
Bertrand SCHWARTZ (né en 1919).....	46
Charles TAYLOR (né en 1931).....	47
Frederick Winslow TAYLOR (1856-1915).....	48
Alexis de TOCQUEVILLE (1805-1859).....	49
Alain TOURAINE (né en 1925).....	50
Thorstein VEBLEN (1857-1929).....	51
VOLTAIRE (1694 - 1778).....	52
Donald Woods WINNICOTT (1896-1971).....	53

AVANT-PROPOS

Ce dossier d'étude est une compilation des pages qui, dans la revue *Informations sociales*, paraissent sur « La pensée de... » depuis plus d'une demi-décennie.

Dans chacune de ces pages il s'agit de présenter en quelques lignes la vie, la réflexion, les théories et les publications d'un grand auteur. La gageure est de rapprocher, pour chacun des thèmes traités dans la revue, un père fondateur ou bien un contemporain particulièrement connu représentant une contribution notable aux sciences, aux interventions et à l'administration sociales.

Au terme de cinquante livraisons il ressort un panorama de profils très variés : agrégés de droit ou d'histoire, philosophes, sociologues, hommes politiques, économistes, linguistes, psychanalystes, urbanistes, hauts fonctionnaires, et même un ancien évêque et un physicien.

Le principe et l'ambition sont, pour chaque thème, de réaliser une « fiche cuisine » sur une pensée marquante, dont les propositions et les analyses ont été discutées par les acteurs du social (au sens très large) et traduites dans des politiques, des mesures, des dispositifs.

La forme des fiches vise trois objectifs : être extrêmement clair (autour de pensées parfois passablement complexes), inviter à la lecture de l'œuvre (car les originaux sont, le plus souvent, toujours plus importants que les commentaires), inciter à l'appréciation critique (en apportant, autant que faire se peut, un petit brin d'ironie dans la rédaction de ces notes).

A l'origine de cette rubrique on trouve Pierre Strobel et Lise Mingasson qui ont proposé son ouverture en 1996. Qu'ils trouvent ici tous nos remerciements auxquels il faut associer Ysabelle Michelet qui s'occupe à la fois du développement de *Informations sociales*, et de cette collection des dossiers d'études. Celle-ci atteignant son cinquantième numéro, il a paru opportun et original de publier ces cinquante « La pensée de... ».

Il est certain que dans plus d'une demi-nouvelle décennie, il sera encore plus intéressant de rassembler « Cent La pensée de... »...

Julien Damon
Responsable du Département de la Recherche et de la Prospective (CNAF)
Directeur de la Rédaction de *Informations sociales*

Hannah ARENDT (1906-1975)

Hannah Arendt, éminent philosophe, illustre penseur politique, mais aussi reporter controversée, est une femme marquante dont la contribution à la pensée contemporaine est unanimement reconnue comme de tout premier ordre. Ses textes de conceptualisation et de témoignage établissent le récit d'un siècle bouleversé par la barbarie. Sa philosophie, plongée dans les racines grecques et dans le trouble de la crise de la modernité, s'écarte de celle de Heidegger dont elle fut l'élève passionnée. Déracinée par le nazisme elle cherchera toujours à appréhender la condition humaine dans sa diversité.

Sa pensée irrigue et anime la philosophie et la science politiques. Attachée aux événements et à la réalité, Arendt nous livre des clefs pour observer le terreau du totalitarisme, dont les composantes peuvent toujours se cristalliser.

Esprit spéculatif, Arendt ne sombre pas dans le contemplatif. Au contraire, elle célèbre la vie active, dont la pensée est un des éléments primordiaux. Pour expliquer et combattre la « banalité du mal » elle s'inquiète non pas du diabolique mais de « l'absence de pensée » chez l'être humain. Il faut, selon Arendt, valoriser l'acte de penser qui permet de s'arracher de la nature pour prendre part au monde.

Arendt évalue les différentes actions humaines en une séquence célèbre qui distingue le travail, l'oeuvre et l'action. C'est par l'action, et par la parole, que nous intégrons l'humanité. Le travail, temporel, est pour Arendt seulement nécessité. L'oeuvre, durable, permet plus de stabilité. L'homme, pour toujours rester dans le monde humanisé dans lequel il est né, doit agir dans le domaine public.

La pensée arendtienne de l'action est aussi un appel à ne pas se résigner, en particulier à la terrible « perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste ». En affirmant le primat du politique, Arendt nous rappelle que pour être homme et citoyen il faut appartenir à une communauté politique et y agir. Les questions du travail ou de l'intégration sont d'ordre politique et c'est par l'action des citoyens que l'histoire doit avancer ; avec le souci constant de ne jamais laisser d'hommes, ou de femmes, en trop.

Les origines du totalitarisme, 1951.

Conditions de l'homme moderne, 1958.

Eichmann à Jérusalem, 1963.

Informations sociales

« Les femmes d'origine étrangère et l'emploi », n° 63 - 1997.

Philippe ARIES (1914-1984)

« Historien du dimanche », comme il se qualifiait lui-même, Philippe Ariès est mondialement connu pour sa thèse de l'indifférence médiévale envers les enfants et pour ses travaux sur les attitudes devant la mort. Ayant échoué à l'agrégation il est longtemps resté en marge du système universitaire français, malgré le succès international de ses ouvrages. Négligé comme amateur, il pouvait également être discrédité comme conservateur. Il est vrai qu'en tant que compagnon de route de l'école de pensée monarchiste et ouvertement réactionnaire de l'Action française, Ariès ne comptait assurément pas parmi les progressistes, sans pour autant verser dans l'extrémisme.

Il se voulait historien des mentalités et des comportements, envisageant dans la très longue durée des phénomènes situés à la charnière du biologique, du social et du mental. Associé à l'aventure de la « nouvelle histoire » et de l'Ecole des Annales (du nom de la revue), il appartient à ce style d'historiens, avec Fernand Braudel ou Georges Duby, qui aux guerres et aux grands hommes préfèrent l'étude de la vie ordinaire. C'est avec ces partenaires, aux orientations politiques souvent très différentes des siennes, qu'il a assuré la responsabilité d'entreprises de recherche sur la France rurale ou urbaine, la sexualité, la vie privée, les femmes, le mariage, les rites funéraires, la pauvreté.

La reconnaissance viendra tardivement quand il sera élu (en 1978) à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Ariès était pourtant devenu une référence incontournable depuis 1960, avec un ouvrage pionnier (**L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime**) dans lequel il affirmait que le Moyen Age était indifférent, voire méfiant à l'égard des premiers âges de la vie. En bref l'enfance, telle que nous l'entendons, n'existait pas. Selon Ariès l'Occident moderne aurait par la suite « inventé » la famille et l'enfance.

Les médiévistes ont montré depuis que les thèses d'Ariès étaient fausses. L'idée selon laquelle un « sentiment de l'enfance » aurait progressé historiquement pour apparaître pleinement aux XIXe et XXe siècles a été rejetée. L'enfant du Moyen Age était en fait aimé et reconnu dans sa nature particulière. Ariès a d'ailleurs lui-même accepté avec humilité et curiosité les avancées critiques d'un programme de recherches sur l'histoire de l'enfance et de la famille dont il avait initié le chantier. Ses collègues reconnaissent d'ailleurs que ses travaux sur l'enfance, même si leurs conclusions sont erronées, ont ouvert la voie. Ils ont au moins permis de donner une place à l'enfant dans l'histoire et dans les sciences sociales.

Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie, 1948.

L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime, 1960.

L'Homme devant la mort, 1977.

Informations sociales

« Enfants pauvres - pauvres enfants », n° 79 - 1999.

Christian BACHMANN (1943-1997)

Christian Bachmann, trop tôt disparu, faisait partie de ces sociologues qui préfèrent la société à la sociologie. Etayés théoriquement, sans verser dans la spéculation inutile ou l'ésotérisme faussement profond, ses multiples écrits n'ont pas été rédigés pour être uniquement débattus dans le cénacle, parfois trop fermé, de l'Université, mais pour alimenter le débat social. Constatant « l'archaïsme des catégories » utilisées par les sciences sociales, aux coupures disciplinaires très marquées, Bachmann a toujours préféré une approche plurielle, fondée sur l'expérience *in situ* et la confrontation permanente avec la réalité. Si ses travaux ne versent pas dans l'académisme, ils n'en demeurent pas moins critiques vis-à-vis de certaines démarches qui, par exemple, ont trop rapidement accepté la notion, désormais très critiquée, d'« exclusion ».

Compagnon de route du travail social, Bachmann laisse le souvenir d'un spectateur impliqué, témoin et relais efficace des difficultés humaines. L'auteur, observateur et acteur de l'action sociale, a contribué à développer l'ingénierie et la formation dans des domaines compliqués comme ceux de la toxicomanie ou de la politique de la ville.

Avec un véritable art de la formule (il distingue « les énarques amoureux du FMI » des « énarques défenseurs du RMI ») Bachmann met finement en lumière les contradictions d'une société qui ne sait pas réellement où se situent ses priorités. Accordant une place importante à la perspective historique, sa pratique, scientifique et militante, repose sur un constat : « les mouvements sociaux sont les moteurs de l'action publique ».

Attentif dans l'observation, percutant dans l'analyse, incisif dans l'expression, Bachmann donne des repères pour démystifier les fantasmes concernant les quartiers ou les personnes considérés comme à la marge. La rigueur n'empêche cependant pas la chaleur, même s'il existe toujours un risque de méconnaître les phénomènes de pauvreté ou de marginalité « soit par excès d'admiration, soit par débordement de pitié ». L'œuvre de Bachmann, traversée de passions et de convictions, offre ainsi une peinture sensible et précise de la sombre réalité. En est évacuée la dramatisation excessive, et sporadique, dont elle est souvent l'objet, et dont les personnes qui la vivent font les frais.

Mise en image d'une banlieue ordinaire, (avec L. Basier), 1989.

La drogue dans le monde, (avec A. Coppel), 1991.

Violences urbaines, (avec N. Leguennec), 1995.

Informations sociales
« Vivre à la marge », n° 68 - 1998.

Roland BARTHES (1915 - 1980)

Roland Barthes savait lire et écrire. Il savait également, ce qui est moins commun, déchiffrer les signes et les mythes, les mots et les lettres. Avec cette faculté, accompagnée d'un rare éclat verbal et d'un écho affectif particulier, il a longtemps régné sur la scène intellectuelle française. Son cours au Collège de France (chaire de sémiologie littéraire), ses livres, ses articles, composent une oeuvre inclassable, au succès remarquable. Ses travaux ont ainsi marqué les sciences humaines et le grand public, le plaçant à l'olympie du structuralisme avec Foucault, Lévi-Strauss et Lacan. Sémiologue, linguiste, polémiste, écrivain, Barthes s'inscrit sur plusieurs registres. Ses grandes affaires, néanmoins, auront toujours été le langage et l'écriture.

Critique brillant et essayiste éminent, il avait lui même l'art de la phrase pour relever et mettre en exergue l'immense poids des structures. Pour Barthes, en effet, rien n'est nature. Tout est histoire, culture, et donc langage. Suspicieux, il invite à se méfier du langage. « *Dès qu'elle est proférée, fût-ce dans l'intimité la plus profonde du sujet, la langue entre au service du pouvoir* ». L'écriture, parce qu'elle repose sur un travail et sur un engagement, permet plus de liberté. Elle n'en reste pas moins une nécessité, ce qui peut parfois la ramener à n'être qu'un vecteur de l'aliénation.

A destination de ceux qui consomment les signes, Barthes critique et analyse les modes de production de ces signes. Sa sémiologie, un rien jargonnante, lui a permis, et nous a rappelé, de distinguer la « forme » du « contenu », le « signifiant » du « signifié ». Mais plus que ses apports théoriques, c'est son écriture qui demeure aujourd'hui. Sa vraie passion fut d'ailleurs littéraire, et il reste pour la postérité plus un écrivain qu'un scientifique. Les célèbres et savoureuses petites chroniques de la vie quotidienne de ses **Mythologies**, sur le catch, l'abbé Pierre, les Martiens ou le Tour de France, en témoignent, et relèvent désormais du classique.

Le Degré zéro de l'écriture, Seuil, 1953.

Mythologies, Seuil, 1957.

Sade, Fourier, Loyola, Seuil, 1977.

Informations sociales
« L'illettrisme aujourd'hui », n° 59 - 1997.

Bruno BETTELHEIM (1903-1990)

Le nom de Bruno Bettelheim brille au firmament populaire de l'univers des « psys ». Educateur, psychologue, psychiatre, mondialement connu, il aura connu un prodigieux succès qui le place directement aux côtés de Freud dans la galaxie psychanalytique.

Fondateur et longtemps directeur de l'école orthogénique de Chicago il a consacré la plus grande partie de son travail aux enfants psychotiques, notamment aux autistes. Ses plaidoyers pour la générosité, l'attention, la sagesse, l'humanité lui ont certainement valu son succès. Attachée à la notion de « situation extrême », son approche clinique des comportements humains, marquée par sa tragique expérience des camps de la mort, l'a amené à proposer de nouvelles thérapies pour les enfants autistes. En offrant aux enfants en difficulté des « lieux pour renaître », il voulait leur permettre d'exprimer leur « message silencieux ».

D'un point de vue théorique il sera fortement attaqué. On l'accuse d'être un dandy prétentieux au caractère odieux, voire un fraudeur sans vergogne, un tyran brutal. Plus fondamentalement on critique les propos d'un « Walt Disney du Freudisme » qui peuvent conduire à une terrible culpabilisation des parents. Pour Bettelheim, en effet, il faut conter des histoires aux enfants, et ce sont les parents qui se protègent eux-mêmes en s'inquiétant de la véracité ou de la violence du Chat botté, de Peter Pan ou de toutes les panoplies que peuvent revêtir les ogres et les monstres. L'imagination et la maturation ont besoin, selon Bettelheim, du fantasme, de la fantaisie, du merveilleux et du cauchemar.

Dans l'esprit de Bettelheim l'individu enfant n'est pas un adulte en modèle réduit. C'est une personnalité particulière, en attente. L'éducation doit permettre l'éclosion d'un être humain « socialement utile et affectivement heureux ». Dans la cellule familiale, frères et soeurs ont des personnalités d'abord indifférenciées, puis leurs « ça », « surmoi » et « moi » vont se modeler, s'affiner, pour que chacun accomplisse son identité personnelle. Frères et soeurs se sépareront, inscrits dans les deux processus essentiels : « l'abandon de la maison familiale et la création de sa propre famille ». Ils pourront se retrouver et s'appuyer tout au long de la vie en fonction d'une tension différenciation/intégration qui, en permanence, les rapproche et les sépare.

Bruno Bettelheim voulait aider les enfants, mais aussi leurs parents, à grandir. Au-delà des critiques ou des apologies, il faut constater que Bettelheim, toujours, dérange. Un goût certain pour la provocation et pour la formule caractérisait d'ailleurs celui qui, face à la vieillesse, n'avait qu'un mot : « N'y arrivez pas ! ».

Le Coeur conscient, 1960.

La Forteresse vide, 1967.

Psychanalyse des contes de fées, 1976.

Informations sociales
« Frères et soeurs », n° 67 - 1998.

William Henry BEVERIDGE (1879-1963)

Sir (puis plus tard Lord) Beveridge, au nom indissociable du développement de la protection sociale, est mondialement connu pour ses écrits, mais très peu lu. Il faut dire que ses traductions en français sont rares et partielles, et que ses ouvrages, en anglais, n'ont pas été réédités depuis des années.

Né au Bengal, étudiant à Oxford, Beveridge aura eu ensuite une riche carrière. Economiste spécialiste du chômage, des prix et des salaires, il fut journaliste, fonctionnaire, Directeur de la prestigieuse London School of Economics, parlementaire, Président de la Société Royale de Statistiques, membre de l'Académie britannique.

Inspiré par Keynes (un autre Lord économiste), très tôt intéressé par les problèmes sociaux, en particulier les questions d'emploi, il est passé à la postérité pour sa plus fameuse contribution, dite d'ailleurs « Rapport Beveridge », qui date de 1942. Dans ce document, au retentissement considérable, il recommande des interventions publiques afin de combattre les cinq « grands maux » de l'histoire : la maladie, l'ignorance, le besoin, la misère, l'oisiveté. Pour protéger les citoyens « du berceau à la tombe » et pour « mettre l'homme à l'abri du besoin », il pose trois grandes principes (les célèbres trois « U ») d'organisation : l'Universalité, une couverture pour tout le monde, l'Uniformité, une aide identique pour tous, enfin l'Unicité, une administration gestionnaire unique. Dans cette configuration employeurs et employés doivent cotiser et contribuer, ceci avec pour visée l'unité de la société, le plein emploi dans la collectivité, et l'idée d'une éducation tout au long de la vie pour tous les citoyens.

Animé par un idéal de justice social, et par la volonté de participer à la création d'une « société libre » après la guerre, Beveridge croyait que la mise en lumière de lois socio-économiques objectives pouvait résoudre les problèmes de la société.

Le système de protection sociale britannique s'est monté en référence à ses propositions qui ont également été, en partie, reprises dans le plan français de Sécurité sociale. Mis en œuvre par les travaillistes à partir de 1945, son modèle va influencer durablement (et continue à influencer) les divers régimes occidentaux d'Etat-providence, notamment au Nord de l'Europe. Il est directement à l'origine du système actuel de médecine gratuite en Angleterre (avec ses hauts et ses bas).

Beveridge compose, avec l'allemand Bismarck, un des deux pôles fondamentaux des débats actuels sur la protection sociale, sur la distribution des rôles de l'Etat, du Parlement, des partenaires sociaux et du secteur privé. Tous les systèmes n'héritent pas de Beveridge, mais tous les débats sur l'avenir de la protection sociale s'inspirent de ses idées, pour les actualiser ou les repousser.

Unemployment : a Problem of Industry, 1909.

Social Insurance and Allied Services (Beveridge Report), 1942.

Full Employment in a Free Society, 1944.

Informations sociales

« Avenir de la protection sociale », n° 96 - 2001.

Pierre BOURDIEU (1930-2002)

Pierre Bourdieu est le sociologue. S'il devait n'en rester qu'un, son nom reviendrait certainement plus que tout autre. Auteur à succès, ses analyses sur les stratégies de reproduction ou de distinction, dans les champs de l'éducation ou de la culture, sont si diffusées que nous sommes nombreux à faire du Bourdieu sans le savoir.

Engagé dans une traque infinie contre tous les instruments de la domination, il n'a pas que des amis. Ses racines structuralistes et marxistes, sa volonté de faire de la sociologie une science libératrice, ses engagements publics retentissants, ont fini par faire de lui un personnage parfois craint, mais toujours considéré.

Plus de trente ans de « bourdieuseries » ou de « bourdivineries » constituent une lutte permanente pour mettre à jour les ruses des dominants pour faire accepter leurs modèles par les dominés. L'intellectuel doit avoir, pour Bourdieu, un rôle d'accoucheur. L'utilisation de l'oeil sociologique a pour fonction de restituer ce que les agents sociaux disent, vivent et subissent.

Bourdieu, avant d'être un écrivain, est le forgeron d'une célèbre myriade de concepts (*habitus, ethos, doxa*, champ, marché, capital). L'attention qu'il porte aux mots, l'inquiétude permanente qu'il ressent vis-à-vis du développement de la « violence symbolique » et de toutes les formes de misère en font une référence remarquable ou critiquable, mais toujours incontournable.

Parmi ses célèbres constats, il avance que « la jeunesse n'est qu'un mot ». Il précise que « c'est par un abus de langage formidable que l'on peut subsumer sous le même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun ». L'étudiant à l'ENA et l'adolescent en errance n'ont en effet pas grand chose à voir, si ce n'est aujourd'hui les différents maux qu'ils peuvent rencontrer, et que Bourdieu rassemble dans ses travaux sur les « misères de positions » que vivent toutes les classes sociales, dans une société qui demeure un vaste espace d'inégalités et d'affrontements. Jeunes ou vieux, dominants ou dominés, journalistes ou fonctionnaire, Bourdieu sera toujours là pour les critiquer ou les libérer.

La reproduction, Minuit, 1970.

Questions de sociologie, Minuit, 1980.

La misère du monde, Seuil, 1993.

Informations sociales

« Jeunes des cités : comment vivre ? », n° 62 - 1997.

Fernand BRAUDEL (1902-1985)

Homme du Nord attiré par le Sud, jeune lorrain agrégé d'histoire à 21 ans devenu grand mandarin parisien, Fernand Braudel a notamment enseigné à Alger, à Sao Paulo et au Collège de France. Son immense culture et ses talents de pédagogue ont été mis au service d'une analyse du capitalisme, de la Méditerranée, des contrastes de civilisation, de la mondialisation et de « l'économie-monde », du rôle des espaces dans les relations humaines et les échanges.

Entrepreneur et bâtisseur des sciences sociales, à travers la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) et l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Braudel s'inscrit dans la lignée de la célèbre école des Annales (du nom de la revue qu'il dirigera d'ailleurs). « Pape de la Nouvelle histoire », il se dégage de la chronique de l'écume des événements pour situer le présent dans la profondeur du passé, en examinant les phénomènes selon toutes les perspectives des diverses sciences de l'homme. Un des objectifs est de saisir les morcellements territoriaux, les évolutions des frontières, les liaisons entre espaces. Plus intéressé par les faits socio-économiques collectifs que par les personnalités et les événements marquants, il rappelle sans cesse, avec le regard du géographe, que « le passé explique le présent ». Il s'agit pour lui d'immerger les curiosités et les crises du contemporain dans le cours du temps et l'épaisseur de la longue durée.

Définissant la civilisation par référence à l'espace, à la société, à l'économie et aux mentalités collectives, il retrace l'aménagement par les hommes du « logement géographique » de leur civilisation. Il décrit en particulier les villes européennes – ces « moteurs toujours en mouvement » - et la naissance récente des États « dits territoriaux » (c'est-à-dire des États modernes), avec leurs fonctionnaires, leur raison (d'État) et le rôle central dévolu à leurs capitales, ces « super-villes » ou encore ces « monstres urbains », « machines à fabriquer la civilisation mais aussi la misère des hommes ».

Particulièrement captivé par l'hexagone et par ses « infra-mesures », les provinces (assemblages de régions et de pays), les villages, les bourgs, les villes, il note que « la France se nomme diversité ». Il observe l'effacement relatif des « mille France qui font la France » qui s'abstraient devant la fiction administrative de l'égalité territoriale. Plus globalement, il scrute les villes avec leurs « équations sociales » singulières, et apprécie l'étendu et la cohérence des règles et des ensembles de peuplement. Ses travaux sur le modelage des paysages, la diversité des territoires, les économies locales, les micro climats ou encore les innombrables patois permettent, entre autres choses, de comprendre le maintien de la « mosaïque des campagnes françaises » dans l'économie moderne.

Petite ironie de l'histoire des grands hommes, Braudel est reçu à l'Académie française, devant ainsi « immortel », l'année de sa disparition.

La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, 1949.

Grammaire des civilisations, 1963.

L'identité de la France. Espaces et histoire, 1986.

Informations sociales
« Territoires », n° 104 - 2002.

Paul-Henry CHOMBART DE LAUWE (1913-1998)

Parmi les sociologues et les anthropologues Paul-Henry Chombart de Lauwe, qui compte parmi les collaborateurs illustres des *Informations sociales*, occupe une place de premier rang. C'est en effet avec lui que les thèmes de la ville et de l'urbain sont explicitement apparus en France, dans l'immédiat après-guerre, comme un champ à part entière de la recherche en sciences sociales.

La carrière de chercheur et la trajectoire intellectuelle de Chombart ont fortement contribué à la structuration d'un domaine scientifique auparavant considéré comme original et maintenant devenu primordial. Les questions relatives aux pratiques et aux représentations urbaines sont devenues aujourd'hui essentielles dans un contexte d'urbanisation et de mondialisation qui partout accompagnent les transformations des sociétés, avec leur cortège d'espoirs mais également de dangers.

En étudiant la femme européenne, les ouvriers, l'agglomération parisienne, le logement, la culture, Chombart a accompli une œuvre dont la rare intensité n'a d'égale que la richesse de sa vie mouvementée. Aviateur féru de photographie, docteur en sociologie, artiste sculpteur, observateur de la vie quotidienne dans l'agglomération parisienne, spécialiste de l'habitat des familles, auditeur des budgets ouvriers, militant socialiste, homme de passion sans être pour autant excessivement engagé, Chombart peut nous faire voyager, par ses itinéraires et ses textes, de la vie rurale en France à l'Afrique noire, d'Uriage au Cameroun, en passant par les couloirs de la Sorbonne. Chombart était en effet également un entrepreneur de la vie universitaire, gérant des équipes, dirigeant des étudiants, recherchant des financements, créant des centres.

L'analyse théorique de Chombart s'organise à partir d'une perspective ethnologique fondée sur une conception de l'homme comme système de besoins et d'aspirations confronté aux contraintes du système social. Dès le début des années soixante, s'appuyant sur ses travaux et relayant ses convictions humanistes, il prenait vigoureusement position « contre les insuffisances de la politique du logement, contre la spéculation urbaine, les grands ensembles et, plus largement, contre un urbanisme qui refusait de prendre en considération les problèmes de structure sociale ».

Inquiet pour l'avenir des jeunes et de l'environnement, sans jamais verser dans un pessimisme démobilisateur, Chombart est récemment disparu, et avec lui une figure importante de la sociologie empirique et des droits de l'homme.

La vie quotidienne des familles ouvrières, 1956.

Des hommes et des villes, 1965.

Un anthropologue dans le siècle (Entretiens avec Thierry Paquot), 1996.

Informations sociales
« Nouvelle crise du logement », n° 77 - 1999.

Michel CROZIER (né en 1922)

Le travail de Michel Crozier lui a valu une exceptionnelle notoriété. Les titres de certains de ses livres sont même devenus des expressions courantes : la « société bloquée », « on ne change pas la société par décret », « Etat modeste, Etat moderne ». Sa conception de la sociologie comme un outil avant d'être une science a largement contribué à la création d'un langage (« relations de pouvoir », « contrôle de l'incertitude », « zones de liberté »), de thèmes et de méthodes toujours enseignés dans les grandes écoles ou à l'université.

Ses multiples recherches empiriques dans les entreprises, la fonction publique ou les syndicats, ont autorisé la fondation de la sociologie des organisations en tant que discipline, assise sur un mode particulier de raisonnement : l'analyse stratégique. Celle-ci consiste à examiner les enjeux de pouvoir au sein de l'organisation pour éclaircir les phénomènes de coopération et de conflit. Au centre de cette démarche se trouve l'acteur, capable de calcul et de choix, qui dispose, au sein de chaque système, de capacités d'autonomie et d'action, de degrés de liberté et de contraintes qui expliquent ses comportements et décisions.

L'oeuvre de Crozier permet l'étude approfondie des mécanismes bureaucratiques, des multiples freins au changement, de la crise du service public, des styles de commandement et d'autorité, ou encore des circuits de décision, et ce dans toute organisation.

Chercheur et enseignant, il a longtemps été le « sociologue de service » dans toutes les commissions de modernisation de l'Etat ou de réforme de l'action publique. Aujourd'hui, consultant, il porte un regard acide sur les élites françaises. « Nous nous croyons intelligents et, en fait, nous sommes complètement inadaptés au monde dans lequel nous vivons ». Utiles à bien des égards, ses interventions rappellent en permanence qu'avant de se précipiter sur l'élaboration de solutions il est nécessaire de s'arrêter pour se concentrer sur l'identification du problème qu'on cherche à résoudre.

Le phénomène bureaucratique, Seuil, 1963.

L'acteur et le système (avec Erhard Friedberg), Seuil, 1977.

La crise de l'intelligence, InterEditions, 1995.

Informations sociales
« Les cadres dans le secteur social », n° 61 - 1997.

Jacques DELORS (né en 1925)

Féru de jazz, amateur de cinéma, lecteur assidu de *L'Equipe*, chroniqueur au *Nouvel Observateur*, Jacques Delors est surtout connu pour ses engagements et ses responsabilités politiques qui lui ont conféré à la fois une incontestable aura internationale et une rare cote nationale de popularité. Avec une trajectoire personnelle et intellectuelle assurément hors normes, il a, en particulier, marqué la construction européenne.

Parfois présenté comme un des pères de l'Europe, ce militant s'est très tôt investi dans l'action collective. C'est d'abord la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), puis les responsabilités associatives, syndicales et politiques.

Licencié ès sciences économiques, issu d'un milieu modeste, Delors débute sa carrière comme rédacteur à la Banque de France. Expert économique à la CFTC, il devient chef du service des affaires sociales du Commissariat au Plan. Il n'a pas fait l'ENA, mais il y devient Professeur. Parmi les principaux conseillers du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, il participe au lancement du projet de « Nouvelle société », axé sur un nouveau programme de lutte contre les inégalités au nom de l'équité. Il met également alors sur pieds la politique contractuelle dans les relations sociales, pour plus de dialogue et de concertation.

Ministre de l'Economie des premiers gouvernements socialistes, il deviendra artisan de la « pause » dans les réformes puis de la rigueur deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir. D'emblée, et toujours pragmatique, il avait déclaré dès 1981, que « ce n'est pas à la cueillette des cerises qu'on invite les Français ».

Président de la Commission Européenne pendant dix ans (1985-1995), Delors aura monté et/ou préparé, l'Acte unique, le Traité de Maastricht, la suppression des frontières, l'Euro. Dans un contexte historique passionnant – chute du mur de Berlin notamment – il ne s'est jamais trop intéressé à l'écume de l'actualité, mais plutôt aux grands projets « donneurs de sens » dans un monde tendu entre global et local, entre tradition et modernité, entre court et long terme, entre matériel et spirituel.

Ses convictions sociales, sa vision humaniste de la personne, sa foi chrétienne (il a toujours refusé de mettre son « catholicisme en bandoulière »), son souci de démocratie et de cohésion sociale, l'accompagnent dans un dessein particulier, celui du « devoir historique » de voir se réaliser l'Europe.

Dans une Europe confrontée actuellement au dilemme entre approfondissement de la construction européenne et élargissement de l'Union européenne, celui qui ne s'est pas présenté à l'élection présidentielle de 1995, se prononce pour une « fédération des Etats nations ». Face à un plus ou moins grand scepticisme, il plaide pour des institutions communautaires plus lisibles et plus accessibles. Regrettant le retard de l'Europe en matière sociale, il souhaite des institutions « au service du vouloir vivre ensemble ».

Les indicateurs sociaux, 1971.

La France par l'Europe, 1988.

L'unité d'un homme, 1994.

Informations sociales
« Politiques familiales en Europe », n° 102 - 2002.

Françoise DOLTO (1908-1988)

La vie, l'oeuvre et le combat de Françoise Dolto furent consacrés à la psychanalyse et aux droits des enfants. Celle qui, à la fin de sa vie, sera surnommée la « grand mère de la psychanalyse » fut rendue célèbre, par une pratique clinique et une production théorique dont l'importance se vérifie à la fois par le nombre de ses héritiers et par celui de ses détracteurs, et familière, par sa présence médiatique appréciée en particulier à la radio.

En expliquant les détours alambiqués de l'inconscient avec simplicité et émotion, en luttant fermement pour la prise en charge des enfants « à problèmes », l'avocate et la psychanalyste de l'enfance a bénéficié d'une popularité exemplaire. Notons que le chanteur comique Carlos - son fils - continue à véhiculer cette sympathie. Souvent interrogée sur la singularité de cette descendance elle répondait avec sagacité que « les enfants ne nous appartiennent pas ».

Sous des aspects chaleureux se cachait cependant une passionnée, que Lacan son maître en psychanalyse devait surnommer le « petit dragon ». Armée de sa forte personnalité, et d'une spécialisation médicale en neuropsychiatrie, elle s'est acharnée à produire les clés de la communication avec l'enfant. Infatigable défenseur de la « cause des enfants », elle vilipendait les écoles dans lesquelles elle ne voyait que des « bergeries de moutons de Panurge ». Pour Dolto l'enfant est déjà un individu que les parents et les enseignants doivent considérer comme tels. En 1980 elle créera une première « maison verte », à Paris, d'accueil et de rencontre des parents et des jeunes enfants, et souhaitera le développement de ces « lieux où les petits se sentent chez eux ».

Certaines de ses propositions, « on a choisi de naître » par exemple, ou ses positions sur l'autisme susciteront des débats. En tout cas, Françoise Dolto aura couché l'enfance sur le divan, sans moralisme ni infantilisme, et rendu service, avec beaucoup de bon sens, à bien des parents inquiets de la dérive de leurs enfants ou de leurs sentiments. A ses apports sur la compréhension de la psychologie infantile il convient d'ajouter que ses convictions catholiques l'ont conduite à risquer la psychanalyse de l'Evangile et de la Foi. Dans ce deuxième domaine, où la controverse était prévisible, elle aura voulu là aussi ouvrir la voie.

Le cas Dominique, 1971.

Lorsque l'enfant paraît, 1977.

La Foi au risque de la psychanalyse, 1980.

Informations sociales
« La parole de l'enfant », n° 65 - 1998.

Léon DUGUIT (1859 -1928)

Doyen de la faculté de droit de Bordeaux, à l'origine de l'école dite « du service public », Léon Duguit est incontestablement un des plus grands juristes français, dont les conceptions et les énoncés ont fortement marqué la culture politique et administrative hexagonale. Connu pour son engagement en faveur de l'entrée de la science sociale à l'Université, Duguit est un théoricien du droit inspiré par la philosophie classique et la sociologie naissante.

Duguit souligne le fondement social de la norme juridique. Son projet vise à « débarrasser la technique juridique de toute métaphysique ». Avec l'idée d'un droit sans transcendance, qui donne corps à la solidarité, les analyses de Duguit placent l'Etat contemporain sous l'égide de l'intérêt général, du droit social et du service public. La notion de service public, indissociable du ciment du pacte républicain, et clé de voûte du droit public, se substitue à celle de souveraineté de l'Etat. L'Etat souverain s'efface pour devenir Etat responsable. « L'État n'est pas comme on a voulu le faire croire et comme on a cru quelque temps qu'il était, une puissance qui commande, une souveraineté. Il est une coopération de services publics organisés et contrôlés par des gouvernants ».

Pour Duguit, la caractéristique de l'Etat républicain, c'est de se fonder sur le service public, instrument qui permet à l'intérêt général de transcender les intérêts particuliers et d'assurer la cohésion sociale. « Relève du service public toute activité dont l'accomplissement doit être assuré, réglé et contrôlé par les gouvernants, parce que l'accomplissement de cette activité est indispensable à la réalisation et au développement de l'interdépendance sociale ».

Soucieux de limitation du pouvoir des gouvernants, Duguit voit du progrès dans le développement, à côté de l'Etat, des contrats entre groupes intermédiaires (on parlerait aujourd'hui de « partenariat »). Fortement influencé par son collègue bordelais Emile Durkheim, il envisage le droit sous l'angle de la sociologie, et prend clairement des positions, annonçant le passage vers l'Etat providence et les droits des usagers. « Je suis de ceux qui pensent que la science sociale positive n'est point impuissante à définir un idéal et à formuler les règles de conduite pour le réaliser ; mais cet idéal, il est sur terre, il est humain, pleinement humain. Il se résume en un mot: solidarité sociale ».

Depuis ses écrits fondateurs, l'environnement social et doctrinal a profondément évolué. L'équivalence stricte service public = droit public = personnes publiques n'a plus vraiment cours. Une forte vague de « flexibilité juridique », faisant passer le droit de l'imposé vers le négocié, accompagne la vogue actuelle des partenariats. Si le périmètre des collectivités et de l'action publiques s'est radicalement transformé, le retour et le recours à ce « père fondateur » conserve tout son intérêt pour comprendre les controverses sur les rapports respectifs de la loi et du contrat, et, plus généralement, l'architecture du droit public à la française.

Le droit social, le droit individuel et les transformations de l'Etat, 1922.

Leçons de droit public général, 1926.

Traité de droit constitutionnel, 1928.

Informations sociales

« **Partenariat. En théorie et en pratique** », n° 95 - 2001.

Emile DURKHEIM (1858-1917)

Emile Durkheim dispose, depuis peu, d'une rue à son nom dans Paris. C'est un juste honneur que de rendre ainsi hommage au père de la sociologie en France. Durkheim a effectivement su institutionnaliser une discipline à l'Université : la science du social.

Pour Durkheim, dont un des principes les plus connus est qu'il « faut considérer les faits sociaux comme des choses », la société est une réalité objective, distincte des individus qui la composent. Se démarquant d'autres sciences, notamment de la psychologie, le projet intellectuel durkheimien consiste à rendre compte du social par le social, avec la plus grande rigueur dans l'administration de la preuve.

Au cœur de son œuvre se trouvent les questions, très actuelles, de la cohésion et de l'intégration. Qu'il s'intéresse au suicide, au totémisme, ou à la division du travail, le thème central de sa réflexion demeure la relation entre les individus et la collectivité. Durkheim a cherché tout au long de sa vie à dégager des lois concernant les degrés et les formes de l'intégration sociale. Il repère à cet égard le passage d'une solidarité mécanique (caractéristique de communautés réduites dans lesquelles les individus se rassemblent par ressemblance) à une solidarité organique (typique de sociétés plus complexes où la question est d'assurer la complémentarité des différences).

Soucieux de trouver des moyens pour empêcher l'apparition ou le développement de l'anomie, de tout dérèglement social, il s'est en permanence inquiété des voies à suivre pour consolider la solidarité sociale. Selon Durkheim malaise politique et malaise social ont la même cause : « l'absence de cadres secondaires intercalés entre l'individu et l'Etat ». A ses yeux l'institution intermédiaire qui peut le plus favorablement contribuer à l'intégration des individus est le groupe professionnel. A ce titre il s'est toujours montré favorable à la reconstitution de véritables corporations afin de préserver la société de la crise en autorisant un juste équilibre entre les consciences individuelles et la conscience collective.

Figure morale de la III^{ème} République, Durkheim associait à son travail scientifique une dimension réformatrice, considérant que les recherches sociologiques « ne méritaient pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif ». Ses travaux et ses propos qui ont suscité tant d'interprétations, de contestations, ou de célébrations ont assurément fondé une tradition, offrant des perspectives toujours fécondes pour l'analyse et la discussion.

De la division du travail social, 1893.

Le Suicide, 1897.

Les Formes élémentaires de la vie religieuse, 1912.

Informations sociales

« Les institutions face au débordement du social », n° 76 - 1999.

Albert EINSTEIN (1879-1955)

Avec un visage de papi sympathique (et échevelé) tirant la langue, l'image de Albert Einstein a fait le tour du monde. Connu pour son goût pour le violon, son Prix Nobel, les lobes de son cerveau légendaire, ses prévisions concernant l'accélération de l'univers, Einstein était aussi un moraliste et un idéaliste, inquiet des évolutions scientifiques et des applications technologiques.

Enflammé pour la physique mais aussi pour la métaphysique (c'est un plus), Einstein avec ses passions, ses convictions et ses inquiétudes, incarne l'intelligence pure. Une autre grande figure mythique du XX^{ème} siècle, Charlot, lui aurait d'ailleurs dit « On m'acclame car tout le monde me comprend. On vous acclame car personne ne vous comprend ».

Enfant que l'on a dit médiocre (probablement pour rassurer tous les parents), il a fait ses études à l'Ecole polytechnique de Zurich. Citoyen suisse, il enseigne à Prague et Berlin avant de quitter une Allemagne sombrant dans l'obscurantisme national-socialiste et de devenir citoyen américain.

C'est en 1905, dans un article (incompréhensible pour le commun des mortels) sur la relativité restreinte, qu'apparaît sa formule « $E = MC^2$ » (qui introduit une équivalence entre matière et énergie). Spécialiste de l'électrodynamique, il bouleverse les notions d'espace et de temps. Il détrône Newton (et sa pomme) avec une nouvelle théorie de l'univers. Cherchant la nature intime de la matière pour en dégager l'énergie fabuleuse, il signale que le temps ne se déroule pas de la même manière pour la matière au repos ou en phase d'accélération.

Ses analyses, ses équations et ses conclusions seront reprises bien au-delà de la physique, et parfois maladroitement, par des freudiens, des dadaïstes ou des sociologues postmodernes, qui avec la relativité en physique trouvent des bases rhétoriques pour affirmer que comme tout est relatif, tout se vaut. Einstein n'aurait probablement pas adhéré à ces propos. Conseillant ardemment la lecture des Humanités, il affirmait la nécessité d'une culture morale. Relevant que « La bureaucratie réalise la mort de toute action », il craignait la disparition de « l'homme novateur », écrasé par la science et la technologie.

S'il a ouvert la voie de l'ère nucléaire et participé personnellement à l'activation du projet de bombe atomique, il s'en est finalement mordu les doigts après Hiroshima. Devenu, après-guerre, un ardent partisan du désarmement, il appelait à la création d'un gouvernement mondial et d'une « société pour la responsabilité sociale dans la science ».

Au-delà de ses prises de position politiques et de ses constructions scientifiques, Einstein est à lire pour ses réflexions éthiques, à l'heure des grandes interrogations sur les technologies, la biologie, le Web et Cie. Qu'aurait-il bien pu penser du Net ?

L'évolution des idées en physique, 1936.

Œuvres choisies, 1914-1955.

Comment je vois le monde, 1934-1955.

Informations sociales
« Social.com », n° 97 - 2002.

Norbert ELIAS (1887-1990)

Norbert Elias figure parmi les plus importants penseurs du siècle. Entré en sociologie après des études de médecine et de philosophie, il sera reconnu, tardivement, pour avoir développé une fascinante théorie de l'évolution de l'homme et des institutions, du Moyen Age à nos jours.

Dans son travail il ne se résigne pas aux traditionnelles clôtures disciplinaires. Il allie, avec maestria, psychanalyse, histoire, science médicale ou philosophie. Elias décrit ainsi le développement historique moderne, le « processus de civilisation », comme une lente évolution parallèle de pacification des moeurs, de transformation des structures psychiques individuelles, et de construction de l'Etat.

Méthodologiquement Elias révoque le clivage habituel entre individu et société. Il réfute l'alternative courante entre « des individus sans société et des sociétés sans individus ». Contre les deux frères ennemis des sciences sociales, l'individualisme (tout s'explique par les relations interindividuelles) et le holisme (tout s'explique par la société, totalité organique supra-individuelle), il place un pont sur ce qu'il nomme le « gouffre infranchissable entre l'individu et la société ». Ce qu'il veut observer c'est la « société des individus », la multiplication infinie des interactions entre « je » et « nous ».

Elias rapproche donc l'individu de la société. Il se penche sur toutes les configurations dans lesquelles nous évoluons : famille, café, entreprise, quartier, etc. Ces configurations rassemblent les chaînes d'interdépendances entre individus et sont régulées par des obligations plus ou moins strictes de contrôle des affects et des impulsions. L'agrégation des relations de dépendance réciproque constitue la matrice de la société. Cette société est d'ailleurs toujours en devenir, tout comme l'individu lui-même n'est jamais « tout à fait achevé ». Il faut en permanence, nous rappelle Elias, avoir à l'esprit que « l'individu issu d'un réseau de relations humaines qui existait avant lui s'inscrit dans un réseau de relations qu'il contribue à former ».

De nos émotions personnelles à la construction européenne, en passant par les mutations du psychisme et des formes de pouvoir, les rapports entre groupes établis et groupes marginaux, l'oeuvre d'Elias est d'une rare ampleur, sans gloire obscure. En un mot, même si comme toutes les théories la sienne fait débat, Elias offre un vertigineux panorama sur le monde occidental moderne.

La Civilisation des moeurs, 1939.

Logiques de l'exclusion, 1965.

La Société des individus, 1987.

Informations sociales
« Individualisme et lien social », n° 66 - 1998.

Frantz FANON (1925-1961)

Frantz Fanon, auteur et acteur politique, sent le souffre et la poudre. Glorifié ou exécré, il ne laisse pas indifférent. Martiniquais engagé volontaire dans la Résistance, blessé au combat et décoré, psychiatre formé à Lyon, figure de la lutte pour la décolonisation, combattant de l'indépendance algérienne, diplomate en Afrique, mort d'une leucémie à Washington et enterré en Algérie, Fanon est une personnalité complexe, bouleversée par l'observation et l'expérience du racisme au pays des droits de l'homme.

Fanon aura mené un double travail de praticien dans un asile psychiatrique et de lutte idéologique au service de l'Algérie. Cette double position lui aura permis une description particulière de l'aliénation du colonisé et un discours messianique exaltant la lutte armée. Expert de la violence, de la folie et de la question de l'universel (qu'il juge confisquée par les dominants), il est célèbre pour son principal ouvrage, *Les damnés de la terre*, devenu texte culte du tiers-mondisme. Essai fracassant, mondialement connu pour la virulence de la préface de Jean-Paul Sartre, ce document, avec sa rhétorique datée et son côté relativement déphasé, était forgé contre « cette entreprise de dévalorisation de l'histoire » caractéristique de la colonisation.

Pape d'un tiers-mondisme révolutionnaire, visant avec des accents lyriques l'avènement d'un « homme neuf », Fanon se présente comme le défenseur de peuples anciens qui composent des nations émergentes à la recherche de leur histoire. Avec une passion enragée, il s'érige contre la négation des identités. L'essentiel, selon Fanon qui analyse son expérience subjective d'homme noir dans un monde blanc, est de dépasser ses origines, sans jamais les renier.

Féru de Freud plus que de Marx, Fanon a été nourri au lait de la culture occidentale, avec une coupure douloureuse par rapport aux racines africaines de ses ancêtres. Insurgé contre « la mise à l'écart d'un milliard et demi d'hommes par une minorité orgueilleuse », il attaque férocement l'Europe.

Devenus référence de tous les activistes engagés dans la lutte contre la ségrégation, ses écrits (dont la publication fut un temps interdite en France) sont à comprendre aujourd'hui dans leur contexte, comme le produit d'une époque et d'un climat politique. Ses prises de position sont maintenant très critiquées dans la mesure où elles conduisent à une culpabilisation peut-être exagérée de l'Occident et à une stratégie de la terreur dont le caractère radical peut faire frémir. L'idéalisation de la révolution violente n'est probablement plus d'actualité. Elle demeure tout de même un moment intellectuel et concret (à bien des égards dramatique) de l'histoire et des mémoires.

Peau noire, masques blancs, 1952.

L'an V de la révolution algérienne, 1959.

Les damnés de la terre, 1961.

Informations sociales

« Mémoires familiales et immigrations », n° 89 - 2001.

Michel FOUCAULT (1926-1984)

Penseur vedette, philosophe aussi érudit qu'engagé, Michel Foucault traîne avec lui une réputation un rien sulfureuse issue de ses thèmes de travail et de sa personnalité. Au retentissement intellectuel de ses recherches sur la délinquance, la folie, la sexualité ou l'univers carcéral, s'ajoute le tumulte politique des manifestations auxquelles il s'est associé quand il ne les a pas provoquées.

Eloigné des marxistes, rapproché des structuralistes, Foucault fait en réalité plus école qu'il n'appartient à une chapelle universitaire. Contre l'ordre policier ou psychiatrique, toute son oeuvre et tout son engagement public s'opposent à la « société disciplinaire ». Il explore, de l'âge classique à la période contemporaine, les multiples formes de la transgression à partir d'une plongée quasi archéologique dans les archives.

Il n'est pas aisé d'avoir une vision, disons panoptique, des travaux de Foucault sur les pouvoirs, les normes et le savoir. Pour prendre un terme depuis mis à la mode on peut cependant relever que son étude des institutions du contrôle, les asiles, les hôpitaux, les prisons, est traversée par la notion « d'exclusion ». Son travail pourrait même être présenté comme une tentative de construction de l'encyclopédie des diverses formes d'exclusion. Dans les fondements même de son entreprise on discerne, avec lui, que son objectif n'est pas de « savoir ce qui est affirmé ou valorisé dans une société ou un système de pensée, mais d'étudier ce qui est rejeté et exclu ». Pour bien comprendre des problèmes considérés comme marginaux, il faut se rappeler qu'ils sont les conséquences de phénomènes centraux.

A l'écoute des cris de l'histoire et de la réalité sociale Foucault laisse une oeuvre qui inspirera longtemps encore tous ceux qui se penchent sur les processus d'exclusion et de normalisation. A cet égard que dirait-il des « dispositifs d'insertion » ? Il est en tout cas certain que Michel Foucault fait désormais, sans certainement l'avoir désiré, autorité.

***Histoire de la folie à l'âge classique*, Plon, 1961.**

***Les Mots et les choses*, Gallimard, 1966.**

***Surveiller et punir*, Gallimard, 1975.**

***Informations sociales*
« L'actionsociale est-elle efficace ? », n° 57 - 1997.**

Joseph Marie de GERANDO (1772 - 1842)

Pair de France, Baron d'Empire, Maire de Nogent-sur-Marne, lyonnais au Conseil général de Paris, membre de l'Institut, vice-président du Conseil d'Etat, grand officier de la Légion d'Honneur, Joseph Marie de Gérando a accumulé les titres et les fonctions. Il est passé à la postérité en tant qu'entrepreneur de l'enseignement du droit administratif et en tant que pionnier de l'anthropologie et de l'enquête sociale.

Philosophe moraliste, homme de lettres, comparateur des législations sociales européennes, il fut à l'origine de l'Ecole des Chartes, de l'établissement de la première caisse de retraite des fonctionnaires, et parmi les premiers administrateurs de la Caisse d'épargne. A la tête du Conseil des Hospices, de la Société philanthropique, Gérando, apôtre de la prévoyance et de l'assistance, aura été toute sa vie l'animateur dynamique d'œuvres innovantes.

Grand libéral, opposé à la « charité légale », il est loin – sinon à la fin de sa vie – de préconiser un droit des indigents à l'assistance. Il n'en reste pas moins un juriste (relativement) interventionniste, qui voit dans l'Etat un coordinateur (« animateur » avant l'heure) de la bienfaisance privée et des établissements de secours publics.

Gérando valorise un ordre social visant le perfectionnement moral et spirituel des uns et des autres, l'infortuné comme son protecteur. Dans son dessein de développement de la philanthropie, il compte explicitement placer « la classe indigente sous la tutelle des classes plus fortunées ». Il assigne aux classes favorisées un devoir : « exercer le beau ministère de la bienveillance ». L'homme de bien est ainsi appelé à une « touchante magistrature » avec une charité active, personnelle et prolongée.

Parmi ses multiples textes et traités, c'est assurément son **Visiteur du pauvre** qui est le plus connu. Manifeste doctrinal, son projet est celui du « patronage » des familles, c'est à dire de la « protection qu'un homme puissant accorde à un inférieur ». Le visiteur nourrit un rapport individuel de familiarité, indissociable de la visite au domicile, auprès des pauvres qu'il choisit. Gérando lui assigne des missions d'éducation, de surveillance et de promotion. Il veut dessiner les contours d'une science de l'assistance, au-delà des propositions charitables, avec des visiteurs engagés dans une relation, et non pas seulement libérés par des dons. Il relève d'ailleurs que l'aumône banale n'est que le moyen de se soustraire au spectacle importun de la misère.

Avec des propos qui datent et qui peuvent parfois choquer (par exemple sur la légitimité d'un travail quotidien de 12 heures pour les enfants), notre bienfaiteur philanthrope est assurément un père fondateur des métiers et fonctions du « social », au moins d'un de leurs pôles, celui qui sera critiqué en tant que « contrôle social ». Au-delà d'une nécessaire contextualisation, il faut d'abord voir dans ses textes, à la richesse encyclopédique, mais hélas difficiles à se procurer, des contributions marquantes à « l'investigation des infortunes humaines »

Rapport historique sur les progrès de la philosophie, 1808.

Le visiteur du pauvre, 1820.

De la bienfaisance publique, 1839.

Informations sociales
« Les métiers du social », n° 94 - 2001.

Bronislaw GEREMEK (né en 1932)

Historien médiéviste et ministre polonais, Bronislaw Geremek est d'abord un défenseur courageux de la liberté de pensée. Fervent francophile et ardent europhile, il a, après des études à Varsovie et à la Sorbonne, enseigné un peu partout dans le monde. En rupture précoce avec le marxisme, il s'est réfugié dans les bibliothèques avant de s'engager dans l'action (qui le mènera d'ailleurs jusqu'à la prison).

Dissident (« l'hérétique par excellence »), puis homme d'Etat, Geremek concilie un passionnant parcours intellectuel et un engagement politique sous la bannière du célèbre syndicat Solidarité (*Solidarnosc*) premier syndicat libre du monde communiste. Conseiller de Lech Walesa, puis jusqu'à tout récemment Ministre des affaires étrangères, l'historien Geremek traque les expressions récurrentes de la « haine sociale ». Dans ses analyses sur la société civile, sur les enjeux et dilemmes du post-communisme en Europe centrale, il vise à « juxtaposer une étude du passé médiéval à une réflexion sur le passé tout récent, c'est-à-dire sur le présent ».

Premier titulaire de la chaire internationale du Collège de France sous le titre « Histoire sociale : exclusions et solidarités », il s'inscrit dans le droit fil d'une tradition historiographique française. Parmi les pionniers de l'histoire de la pauvreté, il veut affirmer le « droit à l'histoire » de tous les groupes sociaux. Avec Geremek, les marginaux et les exclus, ces « mal aimés de l'histoire » deviennent dignes d'attention. Ecrivant que « les sociétés se laissent définir et comprendre par leur condamnation ou acceptation de l'altérité » il considère que « l'observation des exclusions ne peut être faite qu'à travers la répression ». Soulignant que « l'histoire semble parfois opérer des va-et-vient étonnants », Geremek rend compte de l'épaisseur du passé, en étudiant les renversements de l'histoire, les mouvements de balancier dans les attitudes à l'égard des pauvres. Invariablement les politiques publiques ont hésité entre la sévérité et la clémence, entre « la potence et la pitié », entre les préoccupations de sécurité et de solidarité, entre l'appel à la police ou au Samu.

Les actions publiques contemporaines se démarquent par une attention plus assistancielle. Il n'en reste pas moins que les représentations et les politiques à l'endroit des indigents varient encore entre l'hostilité et l'hospitalité, dans une perpétuelle oscillation des attitudes et des pratiques, entre coercition et sollicitude.

Dans l'histoire de la prise en charge de l'indigence, rythmée par la dynamique du couple répression/assistance, la répression a couramment été affirmée par les responsables publics, mais elle a tout aussi couramment été condamnée par la population. Geremek, homme de savoir et de pouvoir, est à cet égard un historien des ambiguïtés du quotidien, des hantises du social et des interrogations sur la place et le rôle des Etats.

Les marginaux parisiens aux XIVe et XVe siècles, 1976.

Truands et misérables dans l'Europe moderne 1350-1600, 1980.

La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Age à nos jours, 1987.

Informations sociales
« Police et social », n° 92- 2001.

Maurice HALBWACHS (1877-1945)

Ancien élève de Normale Sup., agrégé de philosophie, titulaire d'un doctorat en droit (sur les expropriations et le prix des terrains à Paris) et d'un doctorat en sociologie (consacré à la classe ouvrière et aux niveaux de vie), Maurice Halbwachs fût le disciple puis le continuateur de deux pensées opposées : Bergson et Durkheim. De ce pilier des sciences sociales, militant socialiste et *visiting professor* à l'Université de Chicago, décédé en déportation à Buchenwald quelques mois après avoir été nommé au Collège de France, on connaît et on utilise encore les travaux sur la mémoire, sur le logement et sur la consommation.

Au sujet des budgets familiaux, la thèse centrale de Halbwachs est que les distinctions de classe l'emportent sur les écarts de revenu. « Nous ne croyons pas, écrit-il, que la répartition des dépenses résulte mécaniquement de la grandeur de la famille et de la grandeur du revenu ». Enquêtant sur les conduites de consommation, il soutient qu'un budget familial fonctionne comme un système complexe traduisant, selon l'échelle sociale, une hiérarchie des grands besoins (alimentation, logement, vêtement). Halbwachs, féru de tableaux statistiques, montre qu'à ressources égales un ouvrier dépense autrement qu'un employé. Les préférences (les goûts et les couleurs) des individus sont en fait façonnées par leur milieu d'origine. Les dépenses des ménages résultent de besoins qui ne sont pas naturels, mais sociaux.

Halbwachs s'intéresse aux régularités statistiques et à leurs perturbations. Il est proche de la Statistique Générale de France (SGF), qui deviendra le célèbre INSEE dont les enquêtes viendront confirmer certains des points forts qu'il a contribué à établir. Plus soucieux de validité des données que de constructions mathématiques sophistiquées, Halbwachs invite le sociologue, comme l'économiste, à ne pas être fascinés par la technique et l'abstraction économétriques (risques bien actuels...). L'observation ethnographique, l'entretien, la cartographie (par exemples) doivent compléter les chiffres, quand ceux-ci sont nécessaires. Les mathématiques permettent de repérer des agrégations et des variations, et non des causes. Pour l'analyse des budgets, il faut expliquer les différences observées. C'est du côté des « représentations collectives » que Halbwachs trouve les fondements de ces causes. Selon-lui, toute conscience individuelle est sociale, c'est-à-dire largement et profondément déterminée par la société. Nos souvenirs personnels évoluent en même temps que nos « cadres sociaux », ceux-ci donnant à notre mémoire et à nos comportements des directions commandées par les traditions et valeurs de notre groupe social d'appartenance.

Précurseur, à certains égards, des enquêtes sur les modes de vie, Halbwachs ne se limite pas à des appréciations chiffrées de la stratification et de la différenciation dans une société. Il s'inquiète qualitativement et théoriquement des degrés d'intégration et de la densité de la participation à la vie sociale. Ses ouvrages et ses articles, à quelques erreurs bien excusables près, conservent une actualité plutôt frappante.

Les cadres sociaux de la mémoire, 1925.

L'évolution des besoins dans les classes ouvrières, 1933.

La morphologie sociale, 1938.

Informations sociales
« Budgets précaires », n° 86 - 2000.

Friedrich A. HAYEK (1899-1992)

Docteur en droit et en sciences politiques, Friedrich August von Hayek a reçu le prix Nobel de science économique en 1974. Célébré ou exécré (selon les orientations) dans le monde entier, Hayek ne peut inspirer immédiatement la sympathie. Il rejette toute idée d'égalité des chances, de solidarité, de redistribution, ou encore d'aide au développement. Cet « anti-Keynes », thuriféraire de l'orthodoxie libérale, souvent présenté comme un apologiste de la loi de la jungle, a en tout cas développé une des plus importantes pensées du siècle. Ses adversaires comme ses zélateurs en conviennent.

Inspirateur de Ronald Reagan et de Lady Thatcher, Hayek s'est consacré à la défense des mécanismes autorégulateurs du marché. Il affirme « la supériorité de l'ordre spontané sur l'ordre décrété » et confère à l'Etat le seul rôle de permettre l'ajustement mutuel des préférences et des anticipations individuelles.

Le marché est chez Hayek le règne de la liberté. Au cœur de sa philosophie on trouve ce principe : « nous devons faire le plus grand usage possible des forces sociales spontanées, et recourir le moins possible à la coercition ». Dans cette optique, aucun sacrifice de l'individu au profit du groupe ne peut être demandé.

Hayek est connu pour avoir pourfendu l'Etat-providence. Selon lui la justice sociale est un « mirage », une « incantation inepte », un « phantasme ». Elle constitue un obstacle majeur au marché et, partant, à la survie en société. Pour Hayek les droits sociaux sont « absurdes » car il s'agit de créances dont le recouvrement ne peut-être justement assuré. « Des règles de juste conduite ne peuvent jamais conférer à titre personnel un droit à tel ou tel bien ; elles ne peuvent procurer que des possibilités d'acquiescer un titre à quelque chose ».

Libéral ardent, fanatique diront certains, Hayek était aussi un farouche opposant à toute forme de totalitarisme. Parmi les premiers à mettre au jour les détestables similarités entre communisme et nazisme, il permet de s'arrêter sur certains excès des pouvoirs publics. Cependant l'excès est aussi de son côté. On doit en effet relever chez lui une certaine forme d'outrance qui, renforcée par un détachement vis-à-vis de l'expérience vécue et par une certaine indifférence à autrui, le conduit à soutenir radicalement que toute velléité d'encadrer (ou de « réguler » comme on dirait aujourd'hui) le marché provoque l'engrenage totalitaire.

La grande leçon à retenir de Hayek est que dans une société complexe et opaque se posent toujours les questions de l'abdication des libertés privées, de l'échange volontaire entre partenaires, et de la capacité d'influer sur notre destin, individuel et collectif. Les routes proposées par Hayek ne sont pas nécessairement les bonnes, mais ses analyses sont à lire avec sérénité et esprit critique.

La route de la servitude, 1944.

La constitution de la liberté, 1960.

Droit, législation et liberté, 1973-1979.

Informations sociales

« Le droit à... De l'émergence à l'effectivité », n° 81 - 2000.

Martin HEIDEGGER (1889-1976)

Le « cas » Heidegger n'est ni simple ni *a priori* distrayant. D'une part son engagement national-socialiste, d'autre part la complexité de sa philosophie angoissée en font un auteur à la fois scandaleux et essentiel, jouissant conjointement d'un extraordinaire prestige et d'une réputation odieuse. Son œuvre, jugée incompréhensible, détestable ou incommensurable, est certainement un des monuments de la pensée allemande.

Détaché du christianisme, lecteur attentif des penseurs grecs présocratiques, obsédé par les questions de l'être et du temps, Heidegger, avec une écriture pleine d'archaïsmes et de néologismes, s'oppose à l'héritage métaphysique occidental, et dénie aux individus la capacité de maîtriser le réel dans un monde où règne la technique. Ses textes invitent à renouer avec la question essentielle de l'Être, que la philosophie moderne oublierait au profit de l'interrogation sur l'étant et son contrôle possible par l'homme.

Contre les idéalismes et les matérialismes, incapables de penser la mort, Heidegger développe une critique de la raison, inspirée du romantisme. Il considère que nous sommes jetés dans le monde et abandonnés à nous mêmes. Avec Heidegger « il y a », et c'est tout. Il n'y a rien au-delà car tout est là. Sa réflexion – compliquée – part d'un constat simple : l'être est là (« la rose n'a pas de pourquoi »). Cet être se distingue entre l'être-là (*Dasein*) et l'étant. Cet étant est en perpétuelle évolution, les états de l'être constituant précisément l'étant. Ainsi on peut dire d'une CAF qu'elle est une caisse de Sécurité sociale (Être), qu'elle est implantée sur un territoire (être-là), et qu'elle est (parfois) en difficulté (étant). Cependant les CAF, à la différence de leurs allocataires ou de leurs agents, ne peuvent se projeter dans le temps ni avoir conscience de leur essence. Seul l'homme est capable de poser le problème de l'Être, racine fondamentale de toute chose. L'homme est un étant qui comprend l'Être, et *Dasein* est le nom donné à l'existence de l'homme. Celui-ci a pour propriété de comprendre qu'il existe et de pouvoir se penser comme une manifestation de l'Être. Ouf !

Pour Heidegger cesser d'être est le destin de tout étant. Fondamentalement, l'homme ne peut rien concevoir au-delà de sa propre mort. Celle-ci est en fait la seule possibilité absolument certaine, incontournable et déterminé du *Dasein*.

Plus proche du taoïsme chinois (le Tao ressemblant à l'Être) que de toute autre philosophie occidentale, Heidegger est un penseur méditatif de la temporalité (le temps vécu par la conscience). Soulignant que « habiter est le trait fondamental de l'être », il ouvre des chemins (tortueux) pour établir un rapport au monde. Des commentateurs ont signalé que sa philosophie débouchait soit sur le mutisme, soit sur la poésie, soit sur le délire. Au final retenons donc simplement, pour toute personne préoccupée de vieillissement, que l'être est au bord de l'étant, et qu'il risque parfois de s'y ennuyer...

Être et Temps, 1927.

Qu'est-ce que la métaphysique ?, 1929.

Chemins qui ne mènent nulle part, 1951.

Informations sociales
« Vieillir : l'avancée en âge », n° 88 - 2000.

Thomas HOBBS (1588-1679)

Contemporain de Descartes et de Galilée, témoin engagé des désordres et ruptures (dont une décapitation de roi) de son temps, précepteur de plusieurs futurs « puissants », traducteur (en anglais) de grands classiques antiques, instigateur de la modernité politique, Thomas Hobbes, ancre une théorie du pouvoir absolu dans la raison. Anglais marqué par ses nombreux voyages à Paris (notamment au moment de l'assassinat de Henri IV) et sur tout le continent, il puise dans la physique les fondements d'une science du politique et de la société civile.

A travers une œuvre qui a attiré suspicion et flammes, il s'oppose à la tradition aristotélicienne. L'homme est social (et sociable) non par nature, mais par obligation. On attribue à Hobbes la formule « l'homme est un loup pour l'homme » (*Homo homini lupus est* – c'est plus chic en latin). L'état de nature, caractérisé par la « guerre perpétuelle de tous contre tous », peut être dépassé par les individus s'ils s'engagent mutuellement par contrat. Le lien de société ne repose pas sur la bonté et la bienveillance mais sur la crainte, la contrainte et l'autorité. C'est porté par la nécessité de conservation de soi que les hommes sortent de l'état de nature en s'en remettant absolument à un « souverain ». Renonçant à leur souveraineté propre, ils transfèrent leur droit de nature à l'Etat, pour obtenir la sûreté. L'Etat a alors pour fonction de garantir la sécurité des personnes et des biens en mettant fin à la barbarie et à l'anarchie naturelle.

La multitude, unie en peuple, délègue au souverain, un monarque ou une assemblée, la fonction de prendre soin du peuple. Faillible, mais établi pour durer, celui-ci doit pouvoir épargner à ses sujets les conflits et la destruction vers lesquels les dirigent leurs inclinations naturelles. C'est du peuple qu'il tire sa légitimité pour imposer l'obéissance nécessaire à la paix civile. Avec Hobbes et la reconnaissance d'une souveraineté populaire, ce n'est plus Dieu mais le peuple qui est à la base du contrat. Cette souveraineté populaire est indivisible. Le pouvoir ne peut être partagé. En ce sens il est absolu. Pouvoirs politiques et religieux doivent être confondus, au risque de compétitions pouvant conduire au retour à l'état de nature. Il en ressort fondamentalement que le sujet doit obéir à la loi.

Les lois, ces « règles revêtues d'une autorité », affirment une direction permettant de limiter les passions. « Ce sont comme des haies disposées non pour arrêter les voyageurs mais pour les maintenir sur le chemin ». Jamais évidentes, elles sont contingentes. Plus que de la sagesse, elles procèdent de l'autorité (*auctoritas non veritas facit legem*).

Dans la famille, ce petit « royaume patrimonial », Hobbes relève que naturellement l'enfant dépend de la mère, mais dans le régime du mariage, « où une partie se soumet à l'autre », les enfants appartiennent au souverain, en l'occurrence le père. Et notre philosophe absolutiste de préciser, « Les enfants ne sont pas moins sous la puissance de leurs pères, que les esclaves sous celle de leurs maîtres, et les sujets sous celle de l'Etat ».

Du Citoyen, 1642.

Léviathan, 1651.

Beemoth, 1670.

Informations sociales
« Autorités », n° 105 - 2003.

Ivan ILLICH (1926 - 2002)

Erudit touche-à-tout, architecte d'une pensée originale (qui a ses détracteurs et ses dévots), Ivan Illich n'est pas un personnage simple. Philosophe polyglotte, professeur d'histoire médiévale, spécialiste de sciences politiques et économiques, Illich est un prêtre catholique américain, d'origine autrichienne, établi principalement au Mexique... Recherchant des alternatives pour un monde moins inhumain, il souhaite inverser les logiques de la société industrielle dans laquelle il condamne l'élévation de la consommation énergétique, la médicalisation inquiétante de la santé, l'institutionnalisation bureaucratique de l'enseignement, ou encore l'extension tentaculaire des médias.

Illich, s'il n'a pas réussi à refonder la société, sera tout de même parvenu à mettre en lumière de savoureux paradoxes, montrant par exemple dans sa critique des systèmes de transport que « les véhicules créent plus de distances qu'ils n'en suppriment ». Il constate également la « contre productivité » (concept typiquement illichéen) d'une scolarité obligatoire et prolongée. L'institution scolaire, dont les coûts ne peuvent qu'exploser, fonctionne sur la logique absurde du « gavage » et produit fatalement la frustration des éducateurs et l'infantilisation des élèves. Plus fondamentalement l'école ne peut remplir ses promesses car elle n'est pas le lieu de la transmission effective des savoirs. « C'est sorti de l'école, ou en dehors, que tout le monde apprend à vivre, apprend à parler, à penser, à aimer, à sentir, à jouer, à jurer, à se débrouiller, à travailler ».

Illich invite donc à une « déscolarisation » de la société pour permettre l'accès à la culture et à la connaissance pour tous, et à tout âge. Il ne s'agit pas de réformer marginalement un système pour faire face à la « crise de l'enseignement », mais plus profondément de produire « des structures qui mettent les hommes en rapport les uns avec les autres et permettent, par là, à chacun, de se définir en apprenant et en contribuant à l'apprentissage d'autrui ». Afin de construire de nouvelles relations éducatives Illich propose que de nouveaux « réseaux du savoir » soient développés utilisant notamment l'informatique pour mettre en relation tous ceux qui le souhaitent.

On le voit, à l'heure d'Internet, ces propositions avancées à partir du début des années 70 n'étaient pas qu'utopie. Si l'école n'a pas été radicalement transformée il n'en reste pas moins que les axes du schéma éducatif illichéen, privilégiant l'ouverture, l'imagination et la convivialité, constituent, au lycée comme à l'université, des revendications très contemporaines.

Une Société sans école, 1971.

La Convivialité, 1973.

Némésis Médicale, 1975

Informations sociales
« L'école au cœur du social », n° 75 - 1999.

L'œuvre de Hans Jonas n'est ni facile, ni rigolote. Elle est néanmoins de première importance, au moins sur son volet éthique, car elle irrigue largement les réflexions contemporaines sur la conduite des affaires humaines. Dans un univers désenchanté, incertain et vulnérable les idées de Jonas peuvent être convoquées pour tout problème d'environnement et de santé publique, du souci écologique au maïs transgénique.

Ancien élève de Husserl et de Heidegger, ami de Hannah Arendt, Jonas a enseigné la philosophie à Jérusalem, au Canada, aux Etats-Unis et en Allemagne. Ses recherches sont passées de l'histoire de la gnose, cette pensée spirituelle antique qui ne voyait aucun intérêt à la vie terrestre, à l'étude des risques encourus par le monde moderne. Dans la civilisation technologique l'homme dispose d'une extraordinaire puissance qui fait en permanence planer la menace de la catastrophe irréversible. La responsabilité qui portait avant tout sur le passé en vient à se tourner vers l'avenir afin de préserver ce qui est fragile : la vie, les enfants, la planète, la cité.

Le travail de Jonas s'appuie sur une analyse approfondie de l'essence de la responsabilité. Il note que la responsabilité parentale est « dans le temps et par essence l'archétype de toute responsabilité » et que l'enfant reste « l'objet élémentaire de la responsabilité ». Toutefois l'obligation à l'égard des enfants et l'obligation à l'égard des générations futures ne sont pas exactement de même nature. La première est une responsabilité naturelle. Les autres responsabilités humaines relèvent de l'ordre du contrat et sont artificiellement instituées. La responsabilité de l'homme politique est issue du choix le plus libre, celle des parents repose sur le rapport naturel le moins libre. Ces responsabilités sont extrêmement différentes mais dans tous les cas « ce qui est premier c'est la responsabilité de l'homme envers l'homme ».

L'éthique de la responsabilité est d'abord un appel pour que l'homme prenne conscience du caractère considérable et potentiellement destructeur de son pouvoir. Elle consiste à renouveler la pensée morale à l'heure et à la lumière des bouleversements technologiques en énonçant de nouveaux impératifs pour que l'homme agisse de manière à ne jamais compromettre « la survie indéfinie de l'humanité sur terre ».

S'il peut être critiqué et contesté le principe de responsabilité demande toujours à être médité, par les décideurs comme par les parents, contre la myopie temporelle d'une époque axée sur le présent et l'urgence.

La Religion gnostique, 1958.

Le Concept de Dieu après Auschwitz, 1968.

Le Principe Responsabilité, 1979.

Informations sociales

« La responsabilité des familles », n° 73/74 - 1999.

Bertrand de JOUVENEL (1903-1987)

Bertrand de Jouvenel figure, avec le philosophe Gaston Berger, parmi les pères fondateurs d'une discipline qui s'est maintenant institutionnalisée : la prospective. Homme de lettres et de sciences, il fut grand reporter international, analyste du pouvoir et de la souveraineté, économiste, enseignant, écrivain, pionnier de l'écologie politique. La vie et l'œuvre de ce philosophe humaniste du libéralisme, entachées d'un passage controversé dans la collaboration, ne sauraient être résumées simplement. Ce spectateur critique, qui vivait à l'écart des modes et de la capitale, avait axé ses travaux sur l'exploration de notre avenir. Il laisse une quarantaine d'ouvrages dont certains sont des classiques qui ont marqué leur temps.

Erudit éclectique mais également entrepreneur intellectuel, Jouvenel fonde, dans les années 60, l'association internationale et la revue *Futuribles*. Il forge ce néologisme en intégrant les mots « futur » et « possibles » pour suggérer la pluralité des futurs possibles, c'est-à-dire imaginables et plausibles.

Pour Jouvenel la prospective, qui est devenue aujourd'hui un outil d'accompagnement des décisions et du changement, ne consiste pas en projections utopiques mais en prévisions réalistes. Il ne s'agit pas de science fiction ni de futurologie de kermesse. La prospective est une démarche sérieuse. Bertrand de Jouvenel ne verse pas pour autant avec rigidité dans la boîte à outils des approches formalisées ou de la méthode des scénarios. Il conserve le charme de l'intuition, de l'éloquence et du brin nécessaire d'imaginaire, tout en soulignant la gravité du champ d'analyse. « L'avenir est pour l'homme, en tant que sujet agissant, domaine de liberté et de puissance, et pour l'homme en tant que sujet connaissant, domaine d'incertitude ».

Précurseur et visionnaire du développement durable et des préoccupations écologiques, il a écrit, bien avant que l'opinion ne s'en soucie, des pages lumineuses sur la qualité de vie, la croissance et l'environnement.

Pour Jouvenel le patrimoine ne s'arrête pas au capital économique. Il s'agit, bien plus globalement, de « l'état du domaine de la vie humaine qui est laissé par les générations passées aux générations à venir ». Inquiet d'une « civilisation de l'éphémère » qui laisse mourir ses paysages et du « formidable accroissement dans les moyens du pouvoir » il demandait aux hommes politiques qu'ils s'inspirent plus de l'avenir que du passé. S'en prenant à la « domination de la notion de quantité sur toute autre valeur » il voulait mettre les instruments et les résultats du progrès au service du « mieux-être ». Élégant et responsable il concluait simplement : « l'avenir ne dépend que de nous ».

De la Souveraineté. A la recherche du bien politique, 1955.

L'art de la conjecture, 1964.

Arcadie. Essai sur le mieux être, 1968.

Informations sociales
« Regards vers le XXI^{ème} siècle », n° 80 - 1999.

Emmanuel KANT (1724-1804)

Nom : Kant. Prénom : Emmanuel. Pêché mignon : la moutarde. Postérité : une œuvre considérable mais difficile. L'illustre philosophe de Königsberg (port de la Baltique) anime toujours les discussions universitaires comme les cours de Terminale. Le kantisme, suivi des néokantismes, constituent indiscutablement des pièces philosophiques monumentales.

La vie et l'œuvre de Kant sont placées sous le signe du sérieux et de la rigueur. Ses textes sont compliqués, ses phrases interminables, son écriture pleine d'aspérité, faisant le bonheur des exégètes et le malheur des néophytes. De santé fragile il observa scrupuleusement une existence plutôt aseptisée, comportant notamment une promenade quotidienne à heure fixe, que, selon la légende, seule l'annonce de la Révolution française aurait perturbé.

Tout l'intéressait : le beau, la politique, le droit, le feu, la géographie, les mathématiques, l'existence de Dieu, la lune, les frontières de la métaphysique. Il enseigna d'ailleurs dans toutes les disciplines. Soulignant l'indépendance des représentations intellectuelles par rapport à la connaissance sensible il a réalisé une analyse critique du savoir, aux contours encyclopédiques.

La philosophie critique kantienne, humaniste et universaliste, occupe une place importante dans la problématique des droits de l'homme. Constatant « l'insociable sociabilité » de l'homme, Kant ne verse pas dans le pessimisme. Au contraire il repère même les jalons d'une organisation progressive de l'humanité vers le cosmopolitisme. S'attachant à « une connaissance de l'homme en sa qualité de citoyen du monde », il estime que la liberté du vouloir humain et le dessein de la nature peuvent se conjuguer. Au cœur d'une Europe en ébullition, il considère le « projet d'une paix perpétuelle » comme une idée historiquement réalisable. Sans romantisme ni naïveté il annonce ce qui deviendra la Société Des Nations (ancêtre de l'ONU).

Avec son célèbre impératif catégorique (appris par cœur par des générations de lycéens) : « Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle », il insiste sur le « devoir de l'homme envers lui-même, c'est-à-dire envers l'humanité qui réside en sa personne ». Pour Kant le droit n'est pas relatif aux mœurs et aux coutumes. Tout homme, dont l'étranger, possède une imprescriptible personnalité juridique. Sur la tombe de celui qui compte parmi les plus importants penseurs de la tolérance et de l'hospitalité on trouve cette jolie citation : « le ciel étoilé au-dessus de ma tête et la loi morale dans mon cœur ». A méditer.

Critique de la Raison pure, 1781.

Fondements de la métaphysique des mœurs, 1785.

Projet de paix perpétuelle, 1795.

Informations sociales
« Droits des étrangers », n° 78 - 1999.

Lord John Maynard KEYNES (1883-1946)

Keynes est assurément l'économiste le plus important du XXe siècle. Les analyses et conseils de ce fameux théoricien, qui fut également un influant haut fonctionnaire britannique, ont bouleversé la théorie et la politique économique.

En analysant la grande dépression des années 30 il a justifié la nécessité d'une forte intervention économique de l'Etat. Keynes refuse alors l'orthodoxie classique selon laquelle les mécanismes du marché, par l'intermédiaire des ajustements de prix et de salaires, permettent de maintenir le plein emploi. L'Etat doit pouvoir intervenir en adoptant une politique budgétaire d'appui à la consommation ou à l'investissement. Se plaçant résolument dans une perspective macro-économique, Keynes appelle à une participation active des pouvoirs publics afin de résorber le chômage.

La théorie keynésienne a très largement inspiré les politiques occidentales mises en oeuvre à partir des années 50 pour réparer les dégâts de la guerre et stabiliser les relations internationales. Mise en cause dans les années 70, elle est cependant bien loin d'être abandonnée. Aujourd'hui encore les « néo-keynésiens » insistent sur les limites du « laisser faire » et plaident pour des interventions publiques qui autorisent la relance.

Ancré dans le réel, Keynes ne se perdait pas dans d'obscures spéculations économétriques. L'économie avait, selon lui, avant tout pour fonction de servir l'homme. Les inégalités et le chômage, les deux problèmes majeurs qu'il a toujours pointés, nécessitent l'intervention de l'Etat. Il s'agit d'apporter des réponses à l'actualité car, comme Keynes le disait plaisamment, « dans le long terme nous serons tous morts ».

Professeur à Cambridge il avait l'art de l'image pour expliquer les phénomènes les plus compliqués. Une de ses sentences, en matière de crédit et d'endettement, est restée célèbre. Adaptée aujourd'hui on dirait que quand on doit 10 000 francs à son banquier on ne dort plus. En revanche quand on lui doit un million c'est à son tour de ne plus fermer l'œil...

Les Conséquences économiques de la paix, 1919.

La Fin du laisser-faire, 1926.

La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936.

Informations sociales

« Endettement : et la consommation ? », n° 64 - 1997.

Pierre LAROQUE (1907-1997)

Habituellement présenté, et parfois canonisé, comme le « père » de la Sécurité sociale, Pierre Laroque occupe une place éminente dans l'histoire administrative française. Comptant parmi les hauts fonctionnaires qui ont (re)construit la France d'après guerre, il a consacré toute sa passion aux questions sociales. La diversité des thèmes de ses articles dans les *Informations sociales* en témoigne : action sociale, égalité, prévention, enseignement ménager, inadaptations, recherche dans les organismes sociaux.

Entré à 22 ans au Conseil d'Etat et titulaire d'une thèse de doctorat de droit sur « les usagers des services publics industriels », Pierre Laroque a contribué à la formation de générations d'étudiant à Sciences-Po et à l'ENA avec des cours sur les problèmes sociaux contemporains.

Affecté à l'Inspection Générale de l'Habillement (sic) en 1939, Pierre Laroque est exclu de toute responsabilité dans le secteur public par les lois vichystes d'épuration. Il rejoint les Forces Françaises Libres et débarque en Normandie en juin 1944. Fidèle à l'idéal de solidarité de la Résistance, il fût instigateur et bâtisseur de l'édifice de la Sécurité sociale. Mêlant dimension assurancielle et vocation universelle, cette architecture s'est développée, à côté des réglementations d'aide sociale, héritières des anciennes dispositions d'assistance.

Infatigable globe-trotter, participant aux travaux de nombreuses instances internationales, membre de commissions du plus haut niveau, le « Président » Laroque, sans affiliation politique ni syndicale, est resté tout au long de sa carrière (et de sa retraite) un expert écouté des différents Ministres du travail et/ou des Affaires Sociales qui se sont succédés.

Sa préoccupation fondamentale aura toujours été de « débarrasser les travailleurs de la hantise du lendemain ». A ce titre il a toujours plaidé pour une organisation coordonnée, dépassant les réponses dispersées visant des groupes divers. Constatant le succès limité de la démocratie sociale, Laroque a plusieurs fois déploré les particularismes (les « égoïsmes de catégories »), la fragmentation et la complexité du système. Hostile à la séparation des branches (maladie, accidents du travail, famille, vieillesse) décidée en 1967, Laroque s'opposait également à l'étatisation de la Sécurité sociale, tout en se prononçant pour l'élargissement de l'assiette de ses recettes (avec un prélèvement sur l'ensemble des revenus).

Figurant parmi les six « sages » qui ont animé en 1987 les états généraux de la Sécurité sociale (alors largement décrite et décriée comme « en crise »), Laroque conférait aux fonds d'action sanitaire et sociale des Caisses, qui parfont le mécanisme des prestations, un rôle capital à jouer, sous la responsabilité des administrateurs, pour adapter le dispositif à la variété des besoins et des situations.

Les classes sociales, 1959.

La politique familiale en France depuis 1945, 1985.

Au service de l'homme et du droit, 1993.

Informations sociales
« Aide et action sociale : qui paye ? », n° 87 - 2000.

Charles-Edouard Jeanneret dit LE CORBUSIER (1887-1965)

Convoqué au tribunal de l'urbanité, Le Corbusier risquerait d'être condamné. Accusé des malheurs contemporains des grands ensembles, le fonctionnalisme du célèbre architecte-urbaniste se verrait reprocher son hygiénisme social et son rationalisme extrême. Le projet de cité radieuse qu'il désirait édifier contraste assurément avec le triste quotidien des cités délabrées. Mais le prêtre de l'harmonie urbaine est trop souvent tenu pour responsable de la relative inhumanité de quartiers qu'il n'a ni connus ni véritablement imaginés.

Obsédé par la modernité et la pureté, Le Corbusier craint la ville malsaine. Réformateur du désordre urbain, il désire élaborer un cadre de vie adapté à la société industrielle. Il veut nettoyer et discipliner la ville pour l'adapter aux nouvelles contraintes économiques et démographiques. Sa partition de la ville en secteurs fonctionnels doit permettre l'harmonieuse cohabitation des hommes. Il développe à cet effet une utopie pour des villes qui doivent du passé faire table rase. Les rues, jugées dangereuses et inutiles, seront éliminées.

Son désir de rationalisation, poussé jusqu'au fantasme, le conduit à proposer de « *démolir le centre* » et d'établir la « *machine à habiter* ». Dressés sur pilotis, les unités d'habitation autorisent l'homme à s'élever, en hauteur et en pensée. Le dilemme de Le Corbusier était de mettre en cohérence un idéal communautaire un rien nostalgique, avec une modernité technologique toujours plus envahissante.

Le Corbusier est lui-même objet d'étude, voire de culte. Son nom ne laisse jamais indifférent. Il a laissé une oeuvre écrite et une oeuvre construite qui prêtent à polémique, mais qui méritent d'être visitées. Ses textes en disent certainement plus long que ses réalisations, mais ce sont bien ses réalisations qui permettent à chacun de se faire une opinion. Qu'on le juge architecte génial, artiste fou, urbaniste visionnaire ou provocateur, il n'en reste pas moins un élément central des modes actuels de penser et d'agir sur la ville.

Urbanisme, 1925 (réédition, Flammarion, 1994).

La Ville radieuse, 1935.

Les Trois établissements humains, 1945.

Informations sociales
« La rue », n° 60 - 1997.

Primo LEVI (1919-1987)

Primo Levi occupe une place de premier rang sur les rayons des bibliothèques et dans la conscience de ceux qui l'ont lu. Ecrivain et témoin, il était aussi alpiniste, chimiste et poète. Scientifique et littéraire atypique il a produit une œuvre, en vers et en prose, à partir d'une expérience extrême de l'enfermement, celle du camp de concentration et d'extermination.

Résistant dans l'Italie fasciste, occupée par l'Allemagne nazie à partir de 1943, Levi a été déporté à Auschwitz dans un univers où, comme le lui rétorque un gardien du camp, « il n'y a pas de pourquoi ». Dans ce contexte, outre l'objectif de survie matérielle, la visée de Levi est de ne pas sombrer dans le « naufrage spirituel ». Se sentant « hors du monde », dans une « monstrueuse fabrique à devenir des bêtes » il ressent l'impérieuse nécessité de comprendre et de raconter. Dans sa volonté de restituer, avec rigueur mais sans froideur, il s'est essayé à l'autobiographie, à la poésie, à la science-fiction et au roman. Il en ressort des monuments et des textes plus contestés, notamment sur le sentiment de culpabilité d'avoir survécu.

De son expérience de la captivité il tire un premier ouvrage essentiel, **Si c'est un homme** (dont la traduction française du titre serait plutôt « si c'est cela l'homme »). Rédigé d'une traite, le manuscrit sera d'abord refusé par les grands éditeurs italiens avant d'accéder à la renommée internationale à partir des années soixante. Levi y décrit les rites dérisoires d'intégration, la férocité de la vie quotidienne, la faim, le froid, la soif, la honte, la violence, le sadisme, les innombrables interdictions et contradictions des règlements. L'ouvrage est une interrogation sur ce qui reste des notions de justice et d'injustice derrière les murs et les barbelés, là où les lignes de partage entre le bien et le mal ne sont plus clairement assurées.

Avec un souci constant de la précision, sans fioriture, il livre ses observations et réflexions. S'étant aperçu que « la langue manque de mots pour exprimer cette insulte : la démolition d'un homme » il conserve du scientifique la neutralité du ton et des appréciations. Levi fait le compte-rendu clair et direct de l'effroyable, de l'insoutenable et de l'impensable. Habité de la volonté de dire l'indicible il retrace fidèlement la condition des prisonniers, les contacts entre les victimes et leurs bourreaux, les difficultés de voir se côtoyer brutes et faibles, persécuteurs et persécutés.

Alors qu'il avait à plusieurs reprises condamné le suicide il met fin à ses jours en 1987, sans laisser d'explication, dans la maison où il était né, entouré de personnes âgées. Exemple de droiture et d'humanité, Levi avait su rester, malgré la vision de l'atrocité absolue, humaniste, tolérant et optimiste, opposant toujours rationalité et brutalité, intelligence et barbarie.

Si c'est un homme, 1947.

La Trêve, 1963.

Maintenant ou jamais, 1982.

Informations sociales
« Enfermements », n° 82 - 2000.

Claude LEVI-STRAUSS (né en 1908)

Claude Lévi-Strauss a consacré sa vie à l'interprétation des mythes. Celui que les Américains appellent Claude L. Strauss (pour ne pas le confondre avec la marque homonyme de jeans) est connu pour être souvent présenté comme un des mousquetaires du structuralisme, pour avoir fréquenté les milieux surréalistes, mais surtout pour avoir élaboré des instruments de pensée qui ont fécondé des travaux dans bien des domaines. Il a suscité et suscite encore d'importants débats intellectuels qui ont eu et conservent une immense influence sur les sciences sociales, comme sur la peinture, le roman ou encore la biologie.

Ce grand nom de l'anthropologie qui a longtemps fréquenté les couloirs du Collège de France, avant de devenir immortel et de prendre place sous la coupole de l'Académie française, est un talentueux narrateur de mythes. Infatigable collectionneur d'objets et de documents issus des civilisations les plus diverses, il est célèbre autant pour ses voyages que pour sa célèbre phrase « Je hais les voyages et les voyageurs ». En réalité Lévi-Strauss, féru d'explorations, n'a pas énormément voyagé. Son oeuvre s'est constituée à partir d'une gigantesque accumulation d'informations, soucieuse du moindre détail.

Ceci aura permis au savant et à l'écrivain de composer avec rigueur, clairvoyance et tolérance, une oeuvre aussi internationalement reconnue que discutée. Ses travaux consistent à observer les variations des civilisations à partir de constances anthropologiques qui peuvent être partout découvertes. Théoriquement Lévi-Strauss avance que derrière la variété des cultures il y a toujours la nature humaine. Ses études sur les relations parentales, la permanence des rites, les formes mythologiques ont toutes pour ligne directrice la mise en lumière des « invariants structurels » dans les règles sociales. Le plus connu de ces invariants est assurément la prohibition de l'inceste qui peut être retrouvée dans les rites complexes des aborigènes comme dans les textes juridiques des sociétés modernes.

Le travail de cet athée, qui a longtemps étudié et enseigné l'histoire des religions, couvre le monde entier, dans sa diversité. Engagé dans les débats de son temps, promenant un regard ethnographique aiguisé par une curiosité permanente, Claude Lévi-Strauss est assurément une référence incontournable ; pour l'homme de sciences, pour le citoyen inquiet de la progression du racisme, pour l'étudiant à la recherche d'une bonne citation, mais aussi pour tout un chacun désireux de comprendre les différences.

Tristes tropiques, 1955.

Anthropologie structurale, 1958.

La Pensée sauvage, 1962.

Informations sociales
« DOM regards croisés », n° 69 - 1998.

Thomas Robert MALTHUS (1766-1834)

Thomas Robert Malthus (prénom usuel : Robert) est le sixième enfant d'une famille aisée et le père d'un garçon et de deux filles. Economiste et pasteur anglican, il occupe le premier professorat d'économie politique créé en Angleterre, dans un contexte marqué par la misère. Il mène des études sur l'excès d'épargne qui peut être défavorable à la croissance, sur la demande qui peut stimuler l'offre, et sur les oscillations des populations. Son *Essai sur le principe de population*, publié d'abord anonymement, connaît un retentissement considérable, mêlant diatribes et dithyrambes. Le « principe de population », c'est-à-dire la « puissance » de croître que possède la population sans réel égard pour les ressources dont elle dispose, constitue un écueil majeur pour le progrès.

Malthus formule d'abord une loi mathématisée (simple, mais jamais vérifiée) de la progression de la population. « Lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doubler tous les 25 ans, et croît de période en période, selon une proportion géométrique ». Or « les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique ». Pédagogue, Malthus précise que « la race humaine croîtrait comme les nombres, 1, 2, 4, 8, 16 ; tandis que les subsistances croîtraient comme ceux-ci : 1, 2, 3, 4, 5 ».

L'équilibre ne peut être rétabli que par des obstacles « destructifs » (guerres, famines, etc.) qui provoquent une baisse de la population et par des obstacles « privatifs » qui préviennent l'augmentation de la population par une limitation des naissances. Pour « contenir la population au niveau des moyens de subsistance » Malthus a essentiellement plaidé pour la mise en œuvre de l'obstacle privatif par excellence : la « contrainte morale ». Celle-ci revêt un double aspect : « l'abstinence du mariage, jointe à la chasteté ». La règle cruciale est, pour un homme, de rester chaste avant le mariage et, après avoir convolé, de ne pas avoir plus d'enfants qu'il ne peut raisonnablement en élever.

Si Malthus est d'accord pour « améliorer le sort des pauvres méritants », la pauvreté ne peut être vaincue que par une limitation démographique des classes défavorisées. Avec une particulière dureté envers les déshérités, Malthus était avant tout un farouche opposant aux Poor Laws (lois sur les pauvres) qui, selon lui, en faisant de l'assistance aux pauvres une obligation favorisaient la natalité sans augmentation de la production nécessaire. Leur abolition, graduelle, constituait le cœur de sa pensée et de son projet. Il juge nécessaire de « désavouer publiquement le prétendu droit des pauvres à être entretenus aux frais de la société » car il n'y a pas toujours de places pour eux « au grand festin de la nature ».

Malthus n'a pas prévu la transition démographique, c'est-à-dire le lien entre modernité, baisse de la mortalité et de la natalité. Certaines de ses interprétations - qu'il aurait vraisemblablement désavouées - vont même nourrir des théories eugénistes. Soucieux de vertu, protecteur d'un ordre naturel et alarmiste face aux surnuméraires, il n'était pas pour autant foncièrement hostile à la croissance démographique. Il était probablement moins « malthusien » que beaucoup de catastrophistes de la surpopulation.

Essai sur le principe de population, 1798.

Observations sur les lois des céréales, 1814.

Les Définitions d'économie politique, 1827.

Informations sociales
« Désir d'enfant », n° 107 - 2003.

Karl MARX (1818-1883)

Autour de la planète Marx on trouve les marxistes et les marxien. Les premiers sont affiliés à une chapelle idéologique, les seconds s'inscrivent dans une tradition intellectuelle. Avec des fondements philosophiques et méthodologiques (le matérialisme dialectique, le principe de contradiction) et des thèses économiques (la théorie de la plus-value, les rapports de production) l'œuvre de Marx, diverse et inachevée, est une analyse de l'aliénation mais surtout une sociologie du capitalisme, dans son actualité, sa structure et son avenir nécessaire.

Docteur en philosophie après des études de droit, homme d'action et journaliste très étroitement lié aux mouvances révolutionnaires européennes, Marx a vécu intensément les grandes crises politiques de son siècle. Le militant aura ainsi conduit le savant à être expulsé de Paris, de Bruxelles, de Rhénanie, ce qui le poussera à l'exil à Londres.

Désormais en intégralité sur Internet (voir par exemple www.marxists.org) ses textes contiennent une théorie des classes sociales. Sans être strictement conceptualisées les classes sont envisagées comme des subdivisions du peuple. Ce ne sont pas seulement des collections statistiques d'individus, mais des ensembles structurés en rapports avec des consciences propres. Pour Marx, toutes les sociétés ont été divisées en classes ennemies. L'histoire est ainsi caractérisée par la lutte de groupes humains. De manière bipolaire, il repère pour le XIXème siècle le prolétariat, qui rassemble ceux qui ne possèdent que leur force de travail, et la bourgeoisie capitaliste qui s'accapare la plus-value. La classe capitaliste s'affronte à la classe ouvrière. Pour dépasser cette exploitation de l'homme par l'homme, repérable dans les différents modes de production (antique/esclavage, féodal/servage, bourgeois/salariat), la « dictature du prolétariat » est envisagée comme un régime de transition vers la société sans classe. Les forces productives seraient développées, sous le socialisme, selon la formule « à chacun son travail ». Le communisme permettrait ensuite la mise en pratique, sans Etat et sans classes, de la formule « à chacun selon ses besoins ».

Critique des droits de l'homme (petits-bourgeois), du salariat (forme moderne d'esclavage) et de l'Etat (machine bureaucratique de la domination du capital) Marx annonce une opposition frontale de deux classes, un « corps à corps » tout proche même. Dans certains textes il repère des groupes intermédiaires. Il parle ainsi des « classes » ou des « couches » moyennes, sans leur conférer véritablement une position pivot. Il y trouve des échelons inférieurs et supérieurs comme il y a de petits et de grands bourgeois. Marx pense qu'elles sont inéluctablement conduites à s'appauvrir et à s'intégrer à la classe ouvrière. Les classes moyennes, aussi hétérogènes soient-elles, résistent à cette détermination historique en continuant à vouloir accéder à la bourgeoisie. « Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire ».

Marx a bénéficié d'une orthodoxie qui en faisait un horizon indépassable. L'effondrement du « socialisme réel », et de son totalitarisme corollaire, a permis d'évacuer certaines lectures doctrinaires de celui qui reste un des plus importants observateurs de la société capitaliste, qui aurait d'ailleurs lui-même dit qu'il n'était pas marxiste.

Le manifeste du parti communiste, 1848.

Les luttes de classes en France, 1850.

Le Capital (livre 1), 1867

Informations sociales

« Portrait social des classes moyennes », n° 106 - 2003.

Marcel MAUSS (1872-1950)

Neveu et disciple d'Emile Durkheim, Marcel Mauss a toute sa vie refusé d'opérer une coupure entre l'action et la théorie. Militant socialiste qui luttait pour plus de solidarité, il a en permanence tenté de mettre en cohérence des problématiques scientifiques et des préoccupations politiques. Ayant façonné une pléiade d'intellectuels par sa pensée féconde, après avoir fasciné ses auditoires par ses enseignements à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes puis au Collège de France, il compte, comme son oncle, parmi les auteurs classiques.

Doté d'une érudition encyclopédique, s'intéressant aux sujets les plus variés, il n'a cependant jamais produit un livre achevé... Son œuvre écrite, très dispersée et dont l'accès n'est pas toujours aisé, se compose de mémoires, de communications, d'articles, de comptes-rendus, éparpillés dans les revues savantes et les publications politiques. Pluridisciplinaire novateur, il a voulu intégrer, ou au moins rassembler, les statistiques, l'orientalisme, la linguistique, l'histoire, en faisant dialoguer sociologie et psychologie.

Fondamentalement, pour Mauss, il ne faut pas étudier les éléments, mais le Tout de la société, c'est-à-dire sa cohérence interne, dans la multiplicité de ses dimensions. Ce Tout peut être appréhendé à partir de faits particuliers, les « faits sociaux totaux », tels le don, qui manifestent la totalité de la société.

Ses études les plus célèbres portent d'ailleurs sur le don, phénomène aussi rituel qu'énigmatique. Ni pur intérêt économique, ni simple altruisme, ce cérémonial quotidien compose le lien social autour du triptyque : donner, recevoir, rendre. Mauss a mis en lumière que le don n'avait rien de gratuit. Cet échange non mercantile, dont l'individu n'est pas totalement maître, est un ciment de la cohésion sociale. Il se régit à partir de normes sociales dans une constante oscillation entre le don et le contre-don. Reposant sur une rare profondeur anthropologique, ce travail reste un pilier des débats relatifs à la réciprocité.

Mauss, pour qui la société est à la fois une structure qui imprime sa marque sur les individus et un « monde de rapports symboliques », avance que « le fond intime de la vie sociale est un ensemble de représentations ». Il s'est ainsi abondamment penché sur le symbolisme des mythes, rites, sacrifices et prières. Insistant dans toute son œuvre sur les effets sociaux des symboles, il montre que les fêtes et cérémonies, comme tous les usages habituels, constituent des éléments importants de l'équilibre social.

Essai sur le don, 1925.

Sociologie et anthropologie, 1950.

Ecrits politiques, 1998.

Informations sociales

« Rites et mises en scène de la vie sociale », n° 70 - 1998.

Jean PIAGET (1896-1980)

Psychologue et épistémologue suisse, Jean Piaget s'était spécialisé dans la zoologie et l'étude des mollusques, avant de se vouer à la psychologie de l'enfance. Docteur ès sciences à 22 ans, titulaire d'une trentaine de doctorats *honoris causa* à travers le monde, un temps chargé de l'éducation à l'UNESCO, ce bourreau de travail a enseigné la psychologie, la sociologie, l'épistémologie, et produit un nombre démesuré de livres et d'articles.

Son ambition est de comprendre l'intelligence humaine. Il a développé à cet effet un édifice théorique, baptisé « épistémologie génétique », c'est-à-dire l'analyse scientifique de la genèse et des transformations des connaissances. C'est dans ce cadre qu'il a isolé différentes phases du développement de la pensée enfantine. Piaget décompose en quatre « stades » le mouvement par lequel le moi (le « ôame » diraient les jeunes actuels), d'abord indifférencié du monde extérieur, s'en distingue progressivement. Socialisation et acquisition des connaissances se construisent dans une suite de moments de déséquilibre et d'équilibre. La maîtrise progressive des opérations logiques par l'enfant, comme la formation de ses jugements moraux et de ses appréciations normatives, dépendent, selon Piaget, d'un processus autonome de structuration cognitive. Elles dépendent également de la nature du système d'interaction dans lequel il est inséré.

Au stade sensori-moteur (jusqu'à un an et demi), l'enfant utilise ses organes et sa motricité pour découvrir les propriétés du monde qui l'entoure. A l'origine totalement égocentrique, sa conception des rapports avec autrui devient plus interactive au stade préopératoire (de deux à sept ans). Au cours du stade opératoire (jusqu'à onze ou douze ans) il peut mettre en œuvre des opérations mentales complexes (classer, sérier, combiner, etc.), mais seulement en présence d'objets concrets. A partir de douze ans (stade formel), devenant adolescent, il atteint un niveau d'abstraction et de logique formelle proche de celui des adultes.

La thèse de Piaget, consistant à soutenir que l'enfant a des modes de pensée spécifiques qui le distinguent entièrement de l'adulte, est aujourd'hui relativisée. Psychologues et neurobiologistes inventent de nouveaux outils pour tenter de déchiffrer les réseaux de milliards de neurones des cerveaux des bébés. Ceux-ci apparaissent dotés d'une incroyable somme de connaissances que Piaget ne pouvait pas encore repérer. Leurs modes de raisonnements (en particulier mathématiques) seraient aussi élaborés que ceux des adultes.

Critiqué (comme tous les grands auteurs) Piaget n'en reste pas moins un des plus grands penseurs des sciences humaines ainsi qu'une référence majeure sur la petite enfance, l'adolescence et la jeunesse. Sa rigueur et son souci de faire dialoguer théorie et empirisme ont permis les progrès et les réfutations actuels. Si certaines conclusions et certains tests méritent d'être lus dans leur contexte, les théories piagésiennes sont bien loin d'être dépassées. Elles demeurent à bien des égards fondatrices.

La Naissance de l'intelligence chez l'enfant, 1936.

La psychologie de l'intelligence, 1947.

De la logique de l'enfant à la logique de l'adolescent, 1955.

Informations sociales

« La construction de l'identité : de l'enfance à l'âge adulte », n° 84 - 2000.

Michael POLLAK (1948-1992)

Michael Pollak (à ne pas confondre avec un célèbre polémiste au nom similaire), emporté par le sida, n'a pas pu achever l'édification d'une pensée foisonnante et fructueuse que des années de recherche et d'implication personnelle ont permis d'élaborer. L'histoire et les fonctions des sciences sociales, les rapports entre l'expertise scientifique et la vie démocratique, l'analyse des effets sociaux du VIH, l'examen de l'univers concentrationnaire, sont les grands axes de ce travail, dont l'unité repose sur l'attention aux vies menacées, aux souffrances extrêmes et à leur impact sur la construction et la préservation des identités.

Vigilant quant aux dangers de la « bureaucratie moderne déshumanisée », il avait repéré que la science et l'administration pouvaient être mises au service de l'horreur. Il s'est ainsi toujours intéressé aux devoirs et responsabilités spécifiques du savant et du politique, aux liens entre les champs du pouvoir et de la connaissance. Sans jamais rien abandonner de la nécessaire neutralité du chercheur dans son travail scientifique, il s'inscrivait résolument dans le débat social. Pour Pollak, analyse sociale et action politique peuvent et doivent se compléter. Chercheur impliqué, il était donc à la fois expert et intellectuel, figure marquante de la recherche sur et contre le sida.

Pollak est parmi les premiers à entreprendre des enquêtes sur les pratiques et attitudes face au sida. Il souligne les risques de mesures de prévention discutables, dont les effets peuvent être la stigmatisation et la condamnation. Participant à l'évaluation des mesures de prise en charge de la maladie, il s'interroge sur la pertinence de la désignation de « groupes à risque », comme les homosexuels, et met en lumière la configuration socio-politique qui concerne la lutte contre l'épidémie. Celle-ci rassemble des acteurs variés, parmi lesquels diverses associations ont pu s'affirmer, dans un environnement large de considérations éthiques qui traversent la société. Pour Pollak « le sida est un objet d'observation privilégiée des liens changeants entre ordre biologique, ordre social et ordre moral ».

En donnant la parole au malaise identitaire, Pollak tente de penser l'impensable et de dire l'indicible. Animés de prudence et de justice ses textes sur les processus de construction de soi, particulièrement accessibles, permettent une mise en perspective des valeurs de tolérance, d'engagement et de liberté individuelle.

Les homosexuels et le sida. Sociologie d'une épidémie, 1988.

L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale, 1990.

Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire, 1993.

Informations sociales
« Sida : les nouvelles donnes », n° 71 - 1998.

Devenu « classique » de son vivant, John Rawls est certainement l'auteur qui a le plus profondément influencé la philosophie politique contemporaine. Sa conception « libérale-égalitaire » de la justice occupe une position pivot, à côté des vénérables traditions marxistes, libertariennes et utilitaristes, sur le marché des idées relatives aux institutions sociales et à l'organisation collective des sociétés.

Dans la lignée des théoriciens du contrat social Rawls développe une nouvelle théorie, élaborée à Harvard dans le contexte des luttes pour les droits civiques dans les Etats-Unis des années 50 et 60, dont l'essentiel repose sur les désormais célèbres « deux principes » (qui sont en réalité trois) :

1. Toute personne a un droit égal à l'ensemble le plus étendu de libertés fondamentales qui soit compatible avec l'attribution à tous de ce même ensemble de libertés (principe d'égalité liberté).
2. Les inégalités d'avantages socio-économiques ne sont justifiées que si (a) elles contribuent à améliorer le sort des membres les moins avantagés de la société (principe de différence), et (b) elles sont attachées à des positions que tous ont des chances équitables d'occuper (principe d'égalité des chances).

Les principes rawlsiens sont hiérarchisés. La consécration des libertés fondamentales ne pourra jamais être compensée par des performances en faveur des plus défavorisés ou en faveur de l'égalité des chances. Pour Rawls ces principes (à visée universelle) seraient ceux des individus sous « voile d'ignorance » - c'est-à-dire hypothétiquement placés en « position originelle » et faisant abstraction de leurs intérêts - appelés à proposer des règles d'organisation sociale. Cette approche et cette conception ont suscité d'innombrables commentaires passionnés et exégèses savantes.

Les propositions et programmes politiques qui mettent en avant la nécessité de se concentrer sur les « plus défavorisés », faisant souvent référence à Rawls, ont connu depuis quelques années un impact certain sur la formulation et l'orientation des politiques publiques françaises. Le « principe de différence » rawlsien, recyclé (peut-être trop rapidement) dans la thématique de l'« équité » et parfois dans la notion de « discrimination positive », ne vise toutefois pas directement la priorité au plus défavorisé. La théorie de Rawls n'est pas une option préférentielle pour les plus pauvres impliquant des politiques sélectives. Les maximes prioritaristes à la Rawls consistent à définir les conditions d'inégalités acceptables, bénéfiques aux plus mal-lotés. Pour Rawls, les inégalités doivent être acceptées et aménagées « pour le plus grand profit des plus défavorisés » ou bien (autre traduction) de manière à « procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société ».

A l'inverse de l'égalitarisme radical qui identifie justice et égalité, et contrairement aux pratiques de ciblage qui se concentreraient totalement sur les « plus en difficulté », Rawls soutient l'idée des « inégalités justes » dans le débat éternel sur les tensions entre justice, égalité, liberté et souci des mal-lotés.

Théorie de la justice, 1971.

Libéralisme politique, 1993.

Le Droit des gens, 1998.

Informations sociales
« Le ciblage en question(s) », n° 108 - 2003.

Jean-Jacques ROUSSEAU (1712-1778)

Orphelin de mère, citoyen genevois, précurseur de la Révolution française, herboriste et musicien, philosophe aux Discours couronnés par les Académies et aux restes transférés au Panthéon, Rousseau, est un des penseurs clés des Lumières. Toujours persuadé d'être persécuté mais régulièrement hébergé chez les puissants, il est universellement connu (et diversement apprécié) pour son soutien aux droits de chacun, sa glorification d'une fidélité conjugale fondée sur le sentiment, son projet de constitution pour la Corse, ou ses idées religieuses valorisant plus la conscience individuelle que le respect des dogmes.

Rousseau, qui a eu cinq enfants naturels déposés à l'Hospice, est un des pères de la pédagogie moderne. C'est cependant un erreur chronologique que de remarquer qu'il n'a aucunement pratiqué ses recommandations. C'est en effet après avoir abandonné ses enfants qu'il s'est préoccupé d'éducation. Certains voient d'ailleurs dans son attrait tardif pour ce thème l'expression d'un certain remords que l'on retrouve un peu dans ses **Confessions**.

Dans son traité sur l'éducation, **l'Emile** (condamné à être lacéré et brûlé en raison des positions religieuses qu'il y exprime) Rousseau avance les principes d'une entreprise éducative dont le pari pour l'enfant est le suivant : « Qu'il n'apprenne pas la science, qu'il l'invente ». L'objet est de former des hommes libres. Car pour le grand Jean-Jacques (dont le nom a été donné à tant d'écoles et de lycées) tout a à voir avec la nature et la liberté. Sa formule « Tout est bien sortant des mains de l'Auteur des choses, tout dégénère entre les mains de l'homme » entre en résonance avec le célèbre début du **Contrat Social** « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers ».

Pour Emile (qui, comme son amie Sophie, est un élève imaginaire) Rousseau proscrit le recours aux livres et à l'instruction méthodique. Avant la « deuxième naissance » de la métamorphose pubère, l'enfant doit être considéré et respecté comme un être naturel. Il faut avoir été pleinement enfant pour devenir un homme accompli. Respecter les besoins naturels de l'enfant ne signifie toutefois par satisfaction immédiate de tous ses désirs, car l'enfance est aussi un temps de contraintes. Ce paradoxe est fondateur de « l'éducation négative » dont la règle essentielle est de perdre du temps et non d'en gagner. Concrètement, avant l'âge de raison, il convient de laisser l'enfant sur la pente du progrès naturel.

Pour Rousseau, l'entrée en société est dénaturation mais elle est aussi humanisation. La perte de la liberté naturelle doit être accompagnée par l'initiation à la liberté en société. L'éducation vient de la nature, des hommes et des choses. De ce triple prisme éducatif, l'éducateur, dont le métier est un art, doit tirer le meilleur pour accompagner l'enfant vers l'émancipation et la liberté. L'enseignant doit le protéger et subtilement le guider.

Les thèses rousseauistes, qui nous rappellent que la liberté ne s'apprend pas mais s'éprouve, ont pu être caricaturées et raillées. De toutes les manières, au sujet de sa vie et de sa philosophie, de ses contradictions et de ses hiatus, Rousseau avait bien dit « j'aime mieux être homme à paradoxes, qu'homme à préjugés ».

Julie ou la Nouvelle Héloïse, 1761.

Du Contrat social, 1762.

Emile ou de l'Education, 1762.

Informations sociales

« **Educations : souci partagé, pratiques dispersées** », n° 93 - 2001.

Alfred SAUVY (1898-1990)

Tout le monde connaît Alfred Sauvy - au moins de nom. Polytechnicien et statisticien, universitaire rigoureux et personnage non-conformiste, Sauvy est l'auteur d'une oeuvre luxuriante qui comprend une cinquantaine d'ouvrages et une multitude d'articles théoriques ou grand-public. Avec un souci permanent de pédagogie, il a joué un rôle primordial dans le développement de la recherche et de l'information démographique. Homme de science et d'action il a forgé des expressions, le « Tiers-Monde », et des institutions, l'INED.

Père de la démographie française moderne, il a consacré sa vie intellectuelle et politique à l'amélioration de l'information du citoyen et à la lutte contre deux maux, « le malthusianisme et l'ignorance des faits ». Ses travaux pourfendent certaines idées reçues, montrant, par exemple, que la machine n'enlève pas systématiquement du travail à l'homme ou que le vieillissement d'une population provient plus d'une baisse de fécondité que de l'allongement de la vie.

Economiste démographe ou démographe économiste, on ne saurait trancher tant il s'est toujours penché sur les relations entre croissance économique et croissance démographique. Sauvy affirme en tout cas nettement que « les problèmes économiques se règlent tant bien que mal au jour le jour ; les malheurs qui peuvent résulter d'une population mal adaptée doivent être pris avec cinquante ans d'avance ».

Dans ses cours au Collège de France ou dans les colonnes du journal *Le Monde* il aura toujours plaidé pour une politique nataliste. « Le seul mal qui puisse menacer une société, c'est la vieillesse ; il n'y a qu'une seule carte à jouer : celle de la jeunesse ». A une époque de fragilisation de la jeunesse, Sauvy, homme des faits et non d'une quelconque idéologie, est important à lire ou à relire pour analyser des questions très actuelles comme l'immigration, le chômage ou la pauvreté.

Le Travail noir et l'économie de demain, Calmann-Lévy, 1984.

La Montée des jeunes, Calmann-Lévy, 1959.

Richesse et population, Payot, 1943.

Informations sociales
« Démographie et famille », n° 58 - 1997.

Joseph Alois SCHUMPETER (1883-1950)

Ministre autrichien des finances, puis directeur d'une banque viennoise (qui a fait faillite), avant d'enseigner en Allemagne puis aux Etats-Unis, Schumpeter est un érudit prolige, tout autant économiste qu'historien et sociologue.

Selon lui le moteur du progrès réside dans l'innovation, dont les variations sont l'explication des cycles économiques. Au cœur de la dynamique de croissance se trouve une catégorie particulière d'individus, celle des entrepreneurs. Homme du pari, du courage et de la nouveauté, l'« entrepreneur schumpeterien » (dont on parle comme du « bureaucrate weberien », c'est dire...) est une figure iconographique centrale de la société capitaliste. L'entrepreneur permet, par sa volonté de profit, une modification des conditions de la production et de la distribution. Il autorise le célèbre processus de « destruction créatrice ». La croissance résulte ainsi d'un mécanisme continu de destruction/création par lequel les technologies nouvelles détrônent les anciennes. Schumpeter a souligné que le progrès technologique produit un « déversement » des emplois. De l'agriculture vers l'industrie, de l'industrie vers les services, du marché des *baby foot* en bois à celui des *flippers* électroniques. Il s'ensuit des restructurations dont il faut se réjouir car, si leurs conséquences sociales immédiates peuvent être douloureuses, dans le long terme il s'agit de la seule modalité qui empêche la stagnation et l'engourdissement.

Schumpeter avec son image héroïque de l'entrepreneur/innovateur n'aura eu de cesse d'annoncer la fin du capitalisme. Le défenseur des entrepreneurs est aussi l'observateur désenchanté de leur déclin. Le capitalisme, « architecte politique et moral de son propre déclin », porte en germe sa propre destruction, l'avenir étant selon Schumpeter – même s'il ne s'en félicite pas – plutôt guidé par le socialisme. Critique à l'égard des « intellectuels » intéressés par le court terme et les conditions de vie, il relève que « l'évolution capitaliste a secrété l'ambiance d'hostilité presque universelle envers l'ordre social spécifique du capitalisme ». Il prédit le renforcement continu de la rationalisation, et de sa forme supérieure la routine, avec le remplacement progressif de l'entrepreneur par l'administrateur. Pour Schumpeter le capitalisme ne peut survivre et il prédit, sans joie, l'avènement de l'économie planifiée. L'entrepreneur sera progressivement supplanté par le planificateur.

Désabusé, marié trois fois, éclipsé par Keynes, Schumpeter disparaît après-guerre en pleine vague planificatrice. Pour autant il reste d'actualité et a connu une fin de siècle glorieuse, avec un certain retour en grâce dû à l'Internet. Ses travaux fournissent en effet un cadre qui a été utilisé pour décrypter la « Net économie », ses *start up* et ses réussites, puis ses *start down* et ses faillites. Au-delà de sa renommée, il demeure un auteur crucial pour saisir les relations dichotomique et les (dés)équilibres de la croissance et du social.

Théorie de l'évolution économique, 1912.

Capitalisme, socialisme et démocratie, 1942.

Histoire de l'analyse économique, 1954.

Informations sociales
« Social et (dé)croissance », n° 98 - 2002.

Bertrand SCHWARTZ (né en 1919)

Bertrand Schwartz mène depuis toujours un combat déterminé contre l'inégalité des chances. N'admettant pas que l'on puisse croire à un déficit de places dans la société, il se bat pour que soient reconnues les compétences de tous. Révolté, mais pas utopiste, il recherche et expérimente sans relâche.

Cet ingénieur du prestigieux corps des Mines, qui a effectué un stage ouvrier de sept mois dans une mine de charbon à la sortie de polytechnique, refuse toute fatalité à l'exclusion du monde du travail des personnes peu qualifiées. Mettant en lumière les redoutables coûts du gâchis humain lié au chômage, il démontre que l'exclusion est contraire à la logique économique, et que l'accueil de personnes en insertion n'est pas contradictoire avec la modernisation des entreprises.

Spécialiste de pédagogie Schwartz considère que « se former c'est se transformer ». Selon lui la formation n'a d'intérêt que lorsqu'elle est qualifiante, lorsqu'elle permet à la fois à un individu et à une organisation de se modifier. Schwartz a ainsi conduit une quinzaine d'expérimentations pour aider les jeunes en difficulté ou pour accompagner des reconversions industrielles.

Universitaire internationalement reconnu il est surtout un praticien de terrain. Il relève d'ailleurs que « toute dissociation entre savoirs et faire est préjudiciable aux savoirs comme au faire ».

Pour Schwartz il faut, avant toute chose, être à l'écoute du terrain. Il affirme nettement qu'on « ne peut correctement poser les problèmes qu'en entendant ceux qui les vivent » et plaide pour l'écoute et l'observation attentives des différents acteurs, dont les pratiques et les savoir-faire sont toujours plus riches et inventifs qu'on ne l'imagine.

Précurseur et esprit libre, il force le respect par sa constance. Comme délégué interministériel à l'insertion des jeunes, en tant qu'animateur des missions locales, ou comme développeur de l'opération « nouvelles qualifications », sa capacité de conviction et de mobilisation ont fait de lui un des meilleurs spécialistes des questions de formation et d'emploi.

En un mot Bertrand Schwartz est un éveilleur humaniste, rapprochant les idées et les hommes, qui poursuit maintenant l'activité de son association, baptisée d'un slogan qu'il affectionne : « moderniser sans exclure »

Une autre école, 1977.

L'insertion sociale et professionnelle des jeunes, 1981.

Moderniser sans exclure, 1994.

Informations sociales
« Hommes et femmes de terrain », n° 72 - 1998.

Charles TAYLOR (né en 1931)

Charles Taylor enseigne les sciences politiques et morales à Montréal. Ce penseur d'outre-Atlantique, familier de la culture européenne, provoque un écho toujours grandissant. Impliqué dans la vie publique canadienne, ce spécialiste de Hegel compte surtout parmi les plus importants représentants de la philosophie morale anglo-saxonne.

Dans les distinctions de chapelles contemporaines, il fait partie des « communautariens », opposés à ceux qu'on baptise les « libéraux » (comme John Rawls). Pour les premiers, soucieux de tradition, la juste distribution des ressources ne peut s'opérer sans tenir compte des contextes et des cultures. Les individus sont attachés par des appartenances, et l'Etat est érigé en responsable d'objectifs sociaux. Pour les seconds, épris de liberté, les principes de justice doivent pouvoir être généralisés en règles universelles. Les individus sont libres et l'Etat, qui peut intervenir, a pour vocation la neutralité. Les libéraux visent d'abord le juste, les communautariens le bien.

Théoricien du communautarisme, Taylor critique le libéralisme atomiste qui isole les individus. Il considère que la communauté, comme la liberté ou l'égalité, est un bien en soi. Elle permet de rassembler et de mettre en valeur les éléments qui la composent. Pour Taylor, le moi individuel est toujours situé et façonné à l'intérieur d'un groupe. La communauté est ce lieu où les individus peuvent exprimer et discuter, dans le partage des valeurs et des trajectoires, leur identité.

Taylor reconnaît que, dans un monde désenchanté, l'identité moderne a été forgée et émancipée par l'individualisme. Celui-ci peut cependant conduire à une atomisation des sujets, ce qui peut pousser à briser les liens avec autrui, et par conséquent à détruire progressivement toute conscience collective et individuelle. Or l'épanouissement de soi ne peut aller qu'avec la qualité et l'intensité de nos relations avec autrui.

Une idée centrale de Taylor est d'affirmer que la raison instrumentale (maximiser l'intérêt individuel) n'est plus seulement un instrument de pensée mais qu'elle est devenue une fin en soi. Le développement de l'utilitarisme et du narcissisme sont les conséquences dangereuses de cette préséance d'un mode de penser. Taylor invite, en retour, à une « éthique de l'authenticité » (« soyez vous-mêmes ! ») qui implique l'ouverture sur les autres.

Contre le repli sur soi, pour le renouveau de la participation politique, critique de la raison utilitariste, attaché à la « vie ordinaire », Taylor propose une voie, celle de la reconnaissance de l'importance de l'identité, pour retrouver ce qu'il appelle des « horizons de sens » (même si ce terme de « sens » a lui-même mille sens...).

Les Sources du moi, 1989.

Multiculturalisme. Différence et démocratie, 1992.

Le Malaise de la modernité, 1994.

Informations sociales

« Travail social : l'individu, le groupe, le collectif », n° 83 - 2000.

Frederick Winslow TAYLOR (1856-1915)

D'abord ouvrier modeleur dans des aciéries, Frederick Taylor est, à force d'expériences et de cours du soir, devenu ingénieur puis consultant. A l'origine du « taylorisme », il a lancé un mouvement qui portera son nom. Inventeur de l'Organisation Scientifique du Travail (OST), Taylor a sa place parmi les précurseurs du *management*, une francisation récente, utilisée pour désigner indistinctement direction, gestion ou administration.

Théoricien et praticien Taylor est l'ancêtre des *cost killers* contemporains. Son objectif principal est d'augmenter la productivité. A cet effet, il divise verticalement (séparation de l'exécution et de la conception) et horizontalement (spécialisation et découpage des tâches) le travail. Au nom de « l'efficacité maximale », la direction établit les meilleures méthodes (*the one best way*) que les ouvriers doivent appliquer. Pour cela elle dispose d'un outil simple : le chronomètre. Pratique, il permet d'objectiver et d'améliorer le rendement.

Taylor considère l'atelier comme une microsociété. Il écrit que l'intérêt des ouvriers est « de veiller à ce qu'aucun travail ne soit fait plus vite qu'il ne l'a jamais été » et signale leur « intention délibérée de tenir leurs patrons dans l'ignorance de la vitesse à laquelle on peut faire un travail ». L'OST, et le chronomètre, sont des outils de contrôle formatés pour des industriels, plus préoccupés de technologie et de finance que de fabrication. Taylor n'avait pas que des mots tendres pour les ouvriers qu'il qualifiait de « lents et flegmatiques » ou de « bœufs », et dont il appréhendait la « flânerie systématique ». Il n'est pas faux de dire qu'il avait une vision réductionniste des hommes et que son système dépossédait les ouvriers de leurs savoirs et les réduisait à un rôle purement machinal, sous la coupe des ingénieurs des bureaux d'étude, nouvelle instance hiérarchique de la rigueur.

Ses préconisations, relayées en France par le Comité des Forges, eurent des adversaires et des inconditionnels, tant chez les industriels, que chez les syndicalistes et les politiques. Chez les conquis, citons Ford et Citroën, ou, sous un autre angle, Lénine. Aujourd'hui décriées, les analyses de Taylor sont trop souvent caricaturées. Lui-même regrettait l'utilisation de ses mots d'ordre à des fins d'exploitation maximaliste. Il visait, à travers des rémunérations incitatives, une véritable coopération entre employeurs et employés. Toutefois si la productivité a considérablement augmenté, il n'en a pas été de même des revenus ouvriers.

Le taylorisme, et les directions du personnel, ont été supplantés par la gestion des ressources humaines. Activités et productions relationnelles priment désormais. Pour autant les idées de Taylor ne sont pas totalement caduques. Les analyses actuelles des systèmes de production sont d'ailleurs toujours ballottées entre « post-taylorisme » et « néo-taylorisme ». Mort, selon l'anecdote, en regardant sa montre, Taylor aura établi l'étalon temps comme variable cruciale de l'activité productive. Et ce ne sont pas les politiques de réduction du temps de travail, marquées par un retour en grâce du chronomètre, du pointage et du badge, qui le démentent.

La Direction des ateliers, 1903.

La Direction scientifique des entreprises, 1911.

Principes d'organisation scientifique des usines, 1912.

Informations sociales
« Diriger, conduire le changement », n° 101 - 2002.

Alexis de TOCQUEVILLE (1805-1859)

D'extraction noble, juste après la Révolution, Tocqueville n'aura eu de cesse de se pencher sur les questions de l'égalité et de la démocratie. Jeune magistrat envoyé en Amérique pour y étudier le système pénitentiaire, il connaît des deux côtés de l'Atlantique un immense succès avec ses ouvrages. Elu député de centre gauche, il sera également membre de l'Institut, avant d'être un éphémère Ministre des Affaires Etrangères, qui se retirera de la vie politique après le coût d'Etat du futur Napoléon III auquel il s'opposait.

Son talent et son action auront été mis au service du problème crucial de la compatibilité entre égalité et liberté. Il apparaît comme un penseur fondamental de la modernité, quand la « passion ardente » de l'égalité l'emporte sur le goût de la liberté.

Sociologue, il s'interroge sur la subsistance de la liberté individuelle face au profond mouvement d'aspiration égalitaire dans les sociétés occidentales. Il montre les divergences entre Europe et Amérique dans leur façon de devenir des sociétés démocratiques. Philosophe libéral, ses réflexions dénoncent les tyrannies et les catastrophes en germe derrière une démocratisation qui serait égalisation autoritaire des conditions, individualisation totale des personnes et centralisation absolue du pouvoir. Il met en exergue les risques de dérive d'une démocratie d'extrême égalité vers un Etat tutélaire et un gouvernement despotique, chaque citoyen étant invité à se réfugier dans une vie privée dégagee de la collectivité.

Tocqueville souligne que dans les sociétés aristocratiques chacun avait une place bien attribuée, dans une « longue chaîne qui remontait du paysan au roi ». Les hommes n'avaient pas besoin de s'y associer car ils étaient fortement retenus ensemble par castes ou par classes. La démocratie a brisé cette chaîne et séparé les individus. Dans les sociétés démocratiques les citoyens, renvoyés à leur individualité, sont indépendants mais faibles. Selon Tocqueville, l'individualisme est d'ailleurs la maladie constitutive des « temps d'égalité ». Pour remédier aux dangers d'un culte excessif de l'individu, il convient de valoriser les institutions intermédiaires typiquement démocratiques que sont les associations.

« Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère ». Tocqueville, fasciné par son voyage en Amérique, en fait une sorte de type idéal de la société démocratique. Les Américains qui, à la différence des Européens, sont « nés égaux au lieu de le devenir », ont combattu par l'association l'individualisme insidieusement destructeur que l'égalité peut faire naître. Entre les pouvoirs publics et les individus, les associations, civiles et politiques, sont, pour Tocqueville, des maillons indispensables de la vitalité du corps social.

L'œuvre et les positions de Tocqueville, d'une clairvoyance et d'une prescience souvent prodigieuses, mais critiquées pour leur relative indifférence à la question sociale, sont incontestablement une grande référence.

De la démocratie en Amérique, 1835-1840.

Sur le paupérisme, 1835.

L'Ancien Régime et la Révolution, 1856.

Informations sociales

« Associations : le pari de l'engagement », n° 90/91 - 2001.

Alain TOURAINE (né en 1925)

Tout le monde a lu, entendu ou, au moins, vu un peu de Alain Touraine. Avec une audience et des préoccupations internationales il incarne un courant important de la sociologie française contemporaine – on parle des « Tourainiens » – centré sur l'action, le mouvement et le Sujet (avec une majuscule), c'est-à-dire sur le « désir d'être un acteur » comme principe de l'expérience moderne. Repoussant l'opposition entre constat des identités culturelles et égalité des droits, sa sociologie, qui est intervention et activité pratique, porte sur les rapports sociaux et sur la mise au jour des transformations.

Avec une riche œuvre dont les éléments, personnels et collectifs, théoriques et empiriques, font incontestablement autorité et fréquemment débat, ses itinéraires intellectuels et personnels l'ont conduit vers bien des thèmes et des pays : les ouvriers, la modernité, la politique, la Chine, l'Amérique Latine (du Chili au Chiapas zapatiste), la Pologne, les mutations du travail, la démocratie, le conflit, l'intégration, l'éducation, l'université, les lycéens, la violence, le libéralisme, la mondialisation, la modernisation, l'exclusion, les « sans », la protection sociale, l'acteur, le sujet, la défense des droits culturels, les grèves, la société post-industrielle. On ne saurait tout citer.

Fondamentalement soucieux du « vivre ensemble », avec respect des différences, il s'est intéressé très tôt au système éducatif, de l'école à l'Université. Ancien étudiant lui-même (Normal Sup', agrégation d'histoire, doctorat ès Lettres – diplômes auxquels on peut ajouter une bonne dizaine de doctorats *honoris causa*), enseignant à Nanterre en 1968, Touraine voit avec les revendications et mobilisations étudiantes non pas de l'agitation particulière mais un de ces (nouveaux) mouvements sociaux, dans lesquels des sujets expriment une volonté d'affirmation individuelle et de participation aux dynamiques collectives.

Avec les femmes, les immigrés, les défenseurs de l'environnement, les étudiants ont été (et demeurent) des acteurs historiques de mouvements « sociétaux » qui mettent en cause l'orientation générale de la société, avec révision de l'équilibre des libertés et des responsabilités.

Constatant le grippage administratif de la machine universitaire, la centralisation de la programmation, l'élitisme excessif d'un « enseignement aristocratique », Touraine plaide pour une université – lieu d'instruction, de préparation à l'emploi mais aussi de discussion des connaissances et de formation de la personnalité – plus autonome, mieux intégrée à son environnement, avec une diversification des choix offerts. Contre l'abstraction du principe d'égalité méritocratique, il assigne au système éducatif des objectifs de correction des inégalités et avance la nécessité de privilégier la diversité pour l'éducation des Sujets de demain, qui sont aussi ceux d'aujourd'hui.

Sociologie de l'action, 1965.

Lutte étudiante, 1978.

La recherche de soi. Dialogue sur le Sujet, 2000.

Informations sociales
« Les étudiants », n° 99 - 2002.

Thorstein VEBLEN (1857-1929)

Sociologue économiste hétérodoxe, docteur en philosophie, Thorstein Bunde Veblen, inventeur de l'expression, qui se voulait méprisante, de « néoclassique », est une des références de l'institutionnalisme. Ce courant a pour concept central celui d'institution : des habitudes communes à des individus. Pour comprendre le changement social, plutôt que l'observation d'individus maximisant leurs utilités, les institutionnalistes étudient le développement, la coopération et la disparition de conventions et d'institutions.

Issu d'une famille norvégienne modeste, fraîchement arrivée aux Etats-Unis, Veblen critique la très inégalitaire société américaine et le capitalisme spéculateur. Ses principales analyses portent sur les possédants, sur le système productif, sur la consommation et sur les loisirs. Précurseur, à certains égards, des critiques à l'encontre de ce qui sera baptisé la « société de consommation », il ne répugnait pas à paraître provocateur. Il repérait, par exemple, dans le football, une « restauration du premier tempérament barbare ».

Veblen est passé à la postérité, avec un ouvrage qui résiste au temps, sur la « classe de loisir » et la « consommation ostentatoire ». Il s'agit des comportements particuliers de consommation des aristocrates, des bourgeois, et des parvenus, inféodés aux « exigences de l'honorabilité ». Ceux qui se piquent de noblesse doivent montrer avec ostentation qu'il ne leur est pas nécessaire de travailler de manière directement productive. « L'institution d'une classe oisive est la conséquence naturelle d'une discrimination primitive des travaux dignes et des travaux indignes. Cette antique distinction veut que soient dignes les activités qui se classent parmi les exploits ; et indignes, celles qui ne font qu'être nécessaires quotidiennes, et où presque rien n'évoque la prouesse ».

Ces comportements des plus favorisés (achats d'œuvres d'art dans le vent, suivi strict des évolutions de la mode, vacances coûteuses dans des lieux socialement visibles, entretien fastueux d'épouses inactives tenues au rôle de faire-valoir, etc.) servent de modèle de référence et permettent de « faire consommer des biens par procuration ». Veblen n'appréciait guère cette classe de loisir dont les modalités luxueuses de vie relevaient du gaspillage. A une époque de raccourcissement de la journée de travail, d'avènement du week-end et d'extension de la gamme des activités de détente, il n'aura cependant pas vu la diffusion vers le bas, dans les classes moyennes, du tourisme, des vacances, des temps libres. Lui qui prédisait l'effacement de la « classe de loisir » n'aura pas imaginé combien elle a pu perdurer (en se transformant et en se rétrécissant probablement). Surtout il n'aura pas vu la diffusion, des *happy few* au plus grand nombre, de véritables loisirs, non pas comme la seule imitation des nantis, mais comme de nouvelles aspirations et nouvelles opportunités. Il n'en reste pas moins que le loisir continue à classer.

Utile pour comprendre la consommation d'apparat, et pour analyser la distribution et la distinction des statuts et du prestige social, Veblen a laissé – signe de son importance – un « effet » à la science. Quand on observe une augmentation de la consommation liée à une augmentation des prix (le contraire des soldes) on parle d'« effet Veblen ».

Théorie de la classe de loisir, 1899.

Higher learning in America, 1918.

Les ingénieurs et le capitalisme, 1921.

Informations sociales

« Les vacances et le temps libre : quelle actualité ? », n° 100 - 2002.

VOLTAIRE (1694 - 1778)

Phare du siècle des Lumières et de l'engagement politico-éthique François-Marie Arouet, dit Voltaire, habite matériellement et spirituellement le panthéon des grands hommes. Sous le couvert de plus d'une centaine de pseudonymes, il a rédigé une masse débordante de lettres, de contes, de pièces de théâtre, de livres d'histoire, de dictionnaires, de poèmes, d'épopées, d'essais, de traités, de romans. Premier au hit-parade des citations obligées lors des épreuves du baccalauréat, Voltaire savait trouver, avec humour ou méchanceté, la formule qui fait mouche. Il signait ses lettres d'un superbe « écrasons l'infâme ». Il se déclarait intolérant vis-à-vis de l'intolérance et refusait la liberté aux ennemis de la liberté. Avec un humour très actuel il écrivait que « Si Dieu nous a fait à son image, nous le lui avons bien rendu ».

Esprit frondeur et symbole, dans toute l'Europe, de tout un siècle, avec ses honneurs et ses horreurs, Voltaire a eu une vie débordante et mouvementée qui lui a permis de voir du pays et d'effectuer des séjours en Angleterre, en Prusse, en Suisse et en prison. Ses escapades européennes, à la recherche des faveurs et des pensions des puissants, mais surtout ses prises de position ont fait de lui un champion des combats pour la justice et contre les préjugés. En se mobilisant pour aider les victimes de l'obscurantisme et de l'arbitraire, il a été parmi les premiers à se rendre compte de l'importance et de la puissance de l'opinion publique. Faussement candide, vrai philosophe et véritable homme d'action, il s'est spécialisé dans la défense de grandes affaires judiciaires, cherchant à obtenir la réhabilitation d'innocents injustement condamnés.

Voltaire se battait pour la liberté d'expression, mais il défendait aussi bien ses opinions que ses intérêts. Courtisan calculateur, bourgeois enrichi (entre autres) dans la traite des Noirs, adversaire farouche et injurieux (notamment vis-à-vis de son concurrent Rousseau), il n'était pas que sympathie. Surtout, clamant que « l'optimisme est désespérant », il était loin d'être naïf.

Certains érudits voient dans la philosophie de Voltaire, dont les écrits suscitent toujours études et passions littéraires, une simple ironie. D'autres dédaignent sa métaphysique d'un Dieu grand horloger comme totalement dépassée. D'autres encore le critiquent pour le caractère jugé exorbitant du culte qu'il voue à la raison. Cependant ils sont peu nombreux ceux qui considèrent qu'il n'y a pas un peu de faute à Voltaire dans les soucis contemporains de valoriser les idées de justice, de liberté et de clairvoyance. Les propos de cet académicien qui voulait – on le sait – « cultiver son jardin » ont, au total, pris peu de rides. Sa traque du faux, du ridicule et de l'intolérance reste un combat d'actualité pour lequel il a incontestablement planté des jalons et ouvert des horizons.

Lettres philosophiques, 1734.

Candide ou l'optimisme, 1759.

Traité sur la tolérance, 1763.

Informations sociales
« L'hospitalité », n° 85 - 2000.

Donald Woods WINNICOTT (1896-1971)

Pédopsychiatre de formation, de métier et de passion, Winnicott est à l'origine d'une école britannique de psychanalyse infantile. Clinicien et théoricien de renommée immense, il est connu pour ses interventions et conférences, notamment à la BBC, transformées en articles, sur des thèmes aussi divers que la timidité et l'agressivité, les pleurs et le sens moral des bébés, l'allaitement et le sevrage, les pères, le vol et le mensonge, les jeux, la jumeauté, la délinquance juvénile, l'adoption, ou encore la question faut-il dire « non » ?. Sur tous ces points, entre autres, il a conseillé les parents. Sans se substituer à eux, il visait à les reconforter en les aidant à comprendre leur position et leurs fonctions vis-à-vis de l'enfant. Il considérait que « l'instinct parental pousse à faire naturellement ce qui convient, avec l'appui des inévitables sentiments de culpabilité et d'ambivalence ».

Son approche et ses propositions sont fortement marquées par son expérience pédiatrique pendant la seconde guerre mondiale auprès d'enfants privés de soins maternels. Féru d'aphorismes il énonce que « le bébé n'existe pas ». Il s'interroge. « Est-ce que la mère crée le tout-petit ou est-ce que le tout-petit crée la mère ? ». Et répond : « je soutiens que le petit enfant crée le sein, la mère et le monde ». Il signifie ainsi que le nourrisson n'existe au fond que dans la relation à sa mère. Winnicott confère d'ailleurs aux mères un rôle crucial. Il les rassure également, dans une formule célèbre. Pour le développement de leurs enfants il ne faut pas chercher à tout prix à être une « bonne mère », comme on pourrait dire à Marseille, mais une « mère suffisamment bonne » (*good-enough mother*).

En situation intermédiaire dans les luttes de clan de la psychanalyse, mais très impliqué dans les disputes d'école, il aura eu l'occasion de traiter près de soixante mille cas et d'écrire près d'une centaine de contributions. Il se distingue des autres démarches analytiques par le choix d'étudier la relation et l'unité mère/bébé, plutôt que deux sujets distincts. Il innove conceptuellement avec l'idée de *breakdown*, littéralement panne d'essence, plus sérieusement effondrement psychique. Il invente des pratiques comme l'interprétation commune, entre le thérapeute et le patient, des gribouillis. Les traits librement jetés sur le papier, puis leur discussion et leur réaménagement permettent un « échange transitionnel ». Parmi ses succès figurent également la notion d'« objet transitionnel » qui désigne les peluches ou les chiffons accompagnant la maturation de l'enfant dans une transition entre le premier monde imaginaire de dépendance à la mère, et le monde extérieur de l'indépendance. Ces « Doudou », « Ti'Chien », « Dodo », possédés, chéris et nommés par les nourrissons, autorisent une période intermédiaire avant la coupure de la relation entièrement fusionnelle avec la mère.

Plus généralement, ce qu'apporte Winnicott, parmi les précurseurs de la considération du bébé en tant que personne, c'est une invitation à s'intéresser aux relations avec les parents, avant de s'inquiéter de causalités organiques et/ou sociales dans le cas des troubles de l'enfance.

L'Enfant et sa famille, 1957.

L'Enfant et le monde extérieur, 1957.

La consultation thérapeutique et l'enfant, 1971.

Informations sociales

« Modes de garde, modes d'accueil : quelles évolutions ? », n° 103 - 2002.